

# commission du codex alimentarius



ORGANISATION DES NATIONS  
UNIES POUR L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION  
MONDIALE  
DE LA SANTÉ



BUREAU CONJOINT: Viale delle Terme di Caracalla 00100 ROME Tél: +39 06 57051 www.codexalimentarius.net Email: codex@fao.org Facsimile: 39 06 5705 4593

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

**Vingt-sixième session**

**Rome, Italie, 30 juin - 5 juillet 2003**

**RAPPORT DE LA TREIZIÈME SESSION DU  
COMITÉ RÉGIONAL DE COORDINATION DE LA FAO ET DE L'OMS  
POUR L'ASIE**

***Kuala Lumpur, Malaisie, 17-20 septembre 2002***

**Note: Ce document contient la Lettre circulaire 2002/46-ASIE**

Y7786/F

---

# commission du codex alimentarius



ORGANISATION DES NATIONS  
UNIES POUR L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION  
MONDIALE  
DE LA SANTÉ



BUREAU CONJOINT: Viale delle Terme di Caracalla 00100 ROME Tél: +39 06 57051 www.codexalimentarius.net Email: codex@fao.org Facsimile: 39 06 5705 4593

---

**CX 3/10.2**

**CL 2002/46-ASIE**

- Aux:**
- Services centraux de liaison avec le Codex
  - Participants à la 13<sup>ème</sup> session du Comité de coordination de la FAO et de l'OMS pour l'Asie
  - Organisations internationales intéressées
- Du:** Secrétaire, Commission du Codex Alimentarius, Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires FAO, 00100 Rome, Italie
- Objet:** Distribution du rapport de la treizième session du Comité de coordination de la FAO et de l'OMS pour l'Asie (ALINORM 03/15)

## **A. Questions soumises pour adoption à la 26<sup>ème</sup> session de la Commission du Codex Alimentarius**

### **Avant-projet de norme pour les nouilles instantanées à l'étape 5 de la procédure (paragraphe 74, appendice II)**

Les gouvernements qui souhaitent présenter des observations sur les conséquences que l'avant-projet de norme pourrait avoir pour leurs intérêts économiques sont invités à les adresser par écrit, conformément à la Procédure pour l'élaboration de normes mondiales à l'étape 5, au Secrétaire, Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie **avant le 1<sup>er</sup> avril 2003.**

## RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

Le résumé et les conclusions de la 13<sup>ème</sup> session du Comité de coordination de la FAO et de l'OMS pour l'Asie sont les suivants :

### **Questions soumises à la Commission pour examen**

Le Comité est convenu de proposer la candidature de la République de Corée en vue de sa nomination comme coordonnateur régional par la 26<sup>ème</sup> session of the Commission (para.146) ;

Le Comité est convenu de soumettre à la Commission l'avancement à l'étape 5 de l'*Avant-projet de norme pour les nouilles instantanées* pour examen et pour que son élaboration se poursuive dans le cadre de la procédure par étapes (paragraphe74).

### **Questions intéressant la Commission**

Le Comité:

- a examiné le point « Fonds fiduciaire pour la participation des pays en développement au Codex et aux procédures de normalisation » et a proposé de modifier le document cadre établi par l'OMS (paragraphe 10).
- a eu un échange de vues sur les questions spécifiques posées par les pays membres et qui avaient été examinées par les comités du Codex compétents (paragraphe 12 à 32 et 149 à 155) ;
- a décidé que le coordonnateur régional et le membre régional élu du Comité exécutif consulteraient les membres de la région immédiatement après la publication du rapport d'évaluation afin de recueillir les réactions de tous les membres de la région pour les réunions extraordinaires du Comité exécutif et de la Commission en février 2003 (paragraphe 37) ;
- a noté les propositions formulées par les pays membres pour modifier le projet de Plan à moyen terme 2003-2007 (paragraphe 40 à 57) ;
- a pris note des nombreux points de vue exprimés sur la traçabilité des produits et a recensé les critères à prendre en considération pour mettre en œuvre la traçabilité des produits (paragraphe 76-84);
- a recommandé que la FAO et l'OMS organisent une consultation d'experts sur les aliments fonctionnels en invitant aussi des experts asiatiques à y participer (paragraphe 93);
- a remercié la FAO et l'OMS pour les actions de renforcement des capacités menées dans cette région, et les a assurées de son soutien sans réserve pour la suite (paragraphe 94 à 111) ;
- a eu un échange d'informations sur les questions du contrôle et de la sécurité sanitaire des aliments et de la participation des consommateurs à la définition des normes alimentaires traitées dans les rapports des pays membres (paragraphe 112-144);
- a recommandé que la FAO et l'OMS organisent ensemble un forum asiatique des responsables de la sécurité sanitaire des aliments en 2003 (para. 157).

---

## Table des matières

---

	Paragraphes
INTRODUCTION	1
OUVERTURE DE LA SESSION	2 - 5
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (Point 1 de l'ordre du jour)	6 - 8
QUESTIONS DÉCOULANT DE LA 24ÈME SESSION DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET DES 49ÈME ET 50ÈME SESSIONS DES COMITÉS EXECUTIFS (Point 2 de l'ordre du jour)	9 - 32
EVALUATION PAR LA FAO ET L'OMS DES TRAVAUX DU CODEX ALIMENTARIUS ET D'AUTRES TRAVAUX DE LA FAO ET DE L'OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES (Point 3 de l'ordre du jour)	33 - 37
EXAMEN DU PROJET DE PLAN À MOYEN TERME 2003-2007 (Point 4 de l'ordre du jour)	38 - 58
AVANT-PROJET DE NORME SUR LES NOUILLES INSTANTANÉES (Point 5 de l'ordre du jour)	59 - 74
QUESTION DE LA TRAÇABILITÉ ET DU SUIVI DES PRODUITS (Point 6 de l'ordre du jour)	75 - 85
DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LES ALIMENTS FONCTIONNELS ET LES ALIMENTS NOUVEAUX AUTRES QUE CEUX ISSUS DE LA BIOTECHNOLOGIE (Point 7 de l'ordre du jour)	86 - 93
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LA NORMALISATION ET LA RÉGLEMENTATION EN MATIÈRE ALIMENTAIRE (Point 8 de l'ordre du jour)	94 - 111
INFORMATION ET RAPPORTS SUR LES QUESTIONS DE CONTRÔLE ET DE SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS ET NORMES DU CODEX (Point 9 de l'ordre du jour)	112 - 132
PARTICIPATION DES CONSOMMATEURS À LA NORMALISATION AU NIVEAU DU CODEX ET AU NIVEAU NATIONAL (Point 10 de l'ordre du jour)	133 - 144
NOMINATION DU COORDONNATEUR (Point 11 de l'ordre du jour)	145 - 148
AUTRES QUESTIONS, TRAVAUX FUTURS, DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (Point 12 de l'ordre du jour)	149 - 158
<b>ANNEXES</b>	<b>Page</b>
ANNEXE I: LISTE DES PARTICIPANTS	27
ANNEXE II: AVANT-PROJET DE NORME POUR LES NOUILLES INSTANTANÉES	49

## INTRODUCTION

1. La Treizième session du Comité de coordination du Codex pour l'Asie (CCASIA) s'est tenue à Kuala Lumpur, en Malaisie, du 17 au 20 septembre 2002, sous la présidence de Datin Hajjah Dr. Harrison Aziz bt. Shahabudin, coordonnateur régional pour l'Asie. Les participants étaient au nombre de 180, représentant 18 pays membres de la région, 3 pays ayant le statut d'observateur et 6 organisations internationales. La liste complète des participants figure à l'Appendice I annexée au présent rapport.

## OUVERTURE DE LA SESSION

2. La session a été ouverte par le Directeur de la Division du contrôle de qualité des aliments au Ministère de la santé de Malaisie, Datin Hajjah Dr. Harrison Aziz bt. Shahabudin. M. Harrison a souligné l'importance qu'il fallait attacher à la création de réseaux entre les pays membres de la région, en particulier par les travaux du Codex, pour améliorer la sécurité sanitaire des aliments et faciliter les échanges. Les références à des normes du Codex dans les Accords SPS et OTC de l'OMC représentaient un défi considérable pour les pays asiatiques, tributaires des exportations de produits alimentaires pour leurs rentrées de devises. À cet égard, le développement des infrastructures et le renforcement des capacités sont des éléments clés pour un contrôle efficace de la sécurité sanitaire des aliments et devraient à ce titre avoir la priorité absolue. L'assistance technique de l'OMS et de la FAO doit donc être mise à contribution pour renforcer la cohérence asiatique sur l'arène internationale.

3. En accueillant les délégations, le représentant de la FAO, M. Ezzeddine Boutrif, a expliqué que les crises de salubrité alimentaire qui s'étaient produites récemment dans plusieurs parties du monde avaient incité la plupart des gouvernements et organisations internationales à mettre la salubrité et la qualité des aliments au premier plan de leur action. Elles avaient aussi entraîné une perte de confiance des consommateurs dans les systèmes de sécurité sanitaire des aliments, incapables à leurs yeux de garantir leur salubrité. Les organes directeurs de la FAO avaient accordé une haute priorité aux programmes de l'organisation ayant trait à la sécurité sanitaire, aussi bien sur le plan normatif que sur le terrain. L'intervenant a indiqué que de nombreux pays d'Asie bénéficiaient ou avaient bénéficié de l'assistance de la FAO dans le cadre du Programme de coopération technique pour renforcer leurs capacités dans divers aspects de l'évaluation et de la maîtrise de la sécurité sanitaire des aliments, notamment pour la création et le fonctionnement de comités nationaux du Codex. Il a souligné l'importance que la FAO attachait au renforcement des capacités et a rappelé la déclaration commune des directeurs généraux de la FAO, de l'OMS, de l'OIE et de la Banque mondiale dans laquelle leurs organisations respectives s'engageaient à fournir aux pays en développement l'assistance nécessaire pour le renforcement de leurs capacités afin qu'ils soient en mesure de participer plus efficacement aux activités de normalisation dans le domaine sanitaire et phytosanitaire. Il a aussi parlé d'initiatives récentes prises par la FAO avec l'OMS et d'autres organisations pour créer un mécanisme de développement des normes et du commerce pour fournir aux pays en développement le soutien nécessaire dans ce domaine.

4. Le représentant de l'OMS, M. Yasuhisa Nakamura, s'est aussi adressé au Comité, déclarant que l'OMS considérait la sécurité sanitaire des aliments comme l'une des questions de santé publique les plus importantes et que l'Assemblée mondiale de la santé de 2000 avait adopté une résolution demandant au Directeur général de mettre davantage l'accent sur la sécurité sanitaire des aliments, puisque l'OMS avait un rôle mondial de premier plan dans la santé publique. Il a de plus indiqué que le Comité exécutif de l'OMS avait souscrit, en janvier 2002, à la Stratégie mondiale de l'OMS pour la salubrité des aliments. Il a enfin ajouté qu'une évaluation conjointe par la FAO et l'OMS du Programme mixte sur les normes alimentaires était en cours pour répondre plus efficacement aux besoins de la population dans le monde entier.

5. Les représentants de la FAO et de l'OMS ont exprimé leur satisfaction de voir que tous les comités régionaux de coordination du Codex avaient inscrit le renforcement des capacités comme point en permanence à l'ordre du jour de leurs réunions, et ont exprimé le souhait que les programmes nécessaires soient dotés de contributions importantes de donateurs.

## **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (Point 1 de l'ordre du jour)**

6. Le Comité de coordination est convenu d'ajouter aux points 2 et 12 de l'ordre du jour les questions ci-après à celles prévues dans les documents de travail de la session:

- Degré requis de maturité des oranges (point 2, proposé par l'Inde)
- Teneur maximale en étain (point 2, proposé par la Thaïlande)
- Évaluation des risques de la furazolidone (point 2, proposé par la Thaïlande)
- Référence aux produits à base de soja dans la Norme générale pour les additifs alimentaires (point 2, proposé par la Chine)
- Projet de norme pour les produits aqueux à base de noix de coco (point 2, proposé par les Philippines)
- Limites supérieures de résidus de chloramphénicol (point 12, proposé par l'Indonésie)
- Norme pour les produits à base de soja (point 12, proposé par la Chine)

7. Le Comité de coordination a aussi décidé qu'un groupe de travail *ad hoc* serait constitué, sous la présidence et la coprésidence, respectivement, de l'Indonésie et du Japon, pour étudier l'avant-projet de norme pour les nouilles instantanées, et a reporté l'examen de ce point jusqu'à ce que le groupe de travail puisse rendre compte de ses travaux.

8. Sur cette base, le Comité de coordination a adopté l'ordre du jour provisoire comme ordre du jour de sa session.

## **QUESTIONS DÉCOULANT DE LA 24ÈME SESSION DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET DES 49ÈME ET 50ÈME SESSIONS DES COMITÉS EXECUTIFS<sup>1</sup> (Point 2 de l'ordre du jour)**

9. Le Comité a indiqué que la réunion du comité de coordination offrait aussi une occasion pour les pays membres de faire connaître leurs idées et de leurs préoccupations sur les questions examinées et discutées dans les autres comités du Codex et dont il convenait de tenir compte dans les délibérations de ces comités.

### Fonds fiduciaire pour la participation des pays en développement aux procédures de normalisation du Codex<sup>2</sup>

10. Le Comité a noté que le Comité exécutif avait, à sa 50ème session, procédé à un large échange de vues sur le document cadre présenté par l'OMS et a rappelé que le Comité exécutif avait décidé d'aborder cette question au Comité de coordination pour recueillir des observations permettant d'apporter des modifications supplémentaires au document. Le Comité a dans l'ensemble soutenu le principe d'un fonds et, en particulier, le recours à l'option 3 pour son fonctionnement. Les points dont il a estimé qu'ils devaient être améliorés pour permettre un meilleur fonctionnement du fonds sont les suivants:

- Le projet devrait être axé sur un objectif central, à savoir permettre aux pays en développement d'assister aux réunions du Codex, et ne pas déborder sur le renforcement des capacités puisque la FAO, l'OMS et d'autres organisations internationales avaient déjà des activités dans ce domaine dans le cadre de leurs programmes existants.
- La "contrepartie" requise, en argent ou en nature, devait être précisée, surtout si des projets de renforcement des capacités étaient envisagés.

<sup>1</sup> CX/ASIA 02/2 , CX/ASIA 02/2 Add.1 , CRD1(Indonésie), CRD3(Indonésie), CRD8(Thaïlande), CRD15(Philippines),CRD16 (Thaïlande), CRD17(Thaïlande), CRD18(Inde), CRD19(Indonésie), CRD 22 (Chine), CRD25,26,27,28,29(b)(Inde).

<sup>2</sup> CX/ASIA 02/2.

- Il faudrait définir des critères transparents pour la sélection des pays.
- Les gouvernements nationaux devraient avoir la prérogative de désigner les bénéficiaires d'un projet, et il faudrait donc revoir en conséquence la section du document cadre où il en était question.
- Le fonctionnement du fonds devrait être suffisamment souple pour répondre aux besoins des différents pays.
- La priorité devait être donnée aux pays les moins avancés.
- Le document révisé devrait être distribué dès que possible pour permettre aux pays membres d'avoir le temps de l'examiner et de faire des observations.
- Un système d'évaluation intégré devrait être créé de manière à ce que la Commission puisse évaluer les effets du projet.

11. Outre ces points, le représentant de la FAO a mentionné la création récente du Fonds spécial de la FAO pour la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments, qui servira à aider les pays en développement à développer leurs capacités dans le domaine de la salubrité des aliments et à compléter le Fonds spécial commun. Il a aussi mentionné qu'une nouvelle action de renforcement des capacités pour les activités de normalisation dans le domaine SPS était en voie de création par la FAO, l'OMS, l'OIE, l'OMC et la Banque mondiale (voir le paragraphe 3).

#### Questions relevant d'autres comités du Codex

##### ***Recommandations concernant l'avant-projet de norme révisée pour les aliments traités à base de céréales pour nourrissons et enfants en bas âge et l'avant-projet de norme révisée pour les préparations pour nourrissons***

12. Le comité a pris note des recommandations formulées par l'Indonésie<sup>3</sup> au sujet de l'Avant-projet de norme révisée pour les aliments traités à base de céréales pour nourrissons et enfants en bas âge et de l'Avant-projet de norme révisée pour les préparations pour nourrissons. Toutefois, le comité n'a pas soutenu ces recommandations en raison de l'opposition exprimée par plusieurs pays membres ayant déclaré que l'on ne pouvait rouvrir le débat sur les questions sur lesquelles la Commission s'était déjà entendue.

##### ***Recommandation concernant la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées : noms de catégorie***

13. Le comité a pris note de la proposition de l'Indonésie<sup>4</sup> concernant la Norme générale relative à l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées: noms de catégorie, de ne retenir qu'une seule catégorie de produits intitulée "Protéines du lait", à savoir les ingrédients à forte teneur en protéines de lait dont la teneur protéique est de 50 pour cent au moins.

##### ***Teneur maximale en chloropropanol***

14. Le comité a eu un échange de vues sur une proposition de la Thaïlande<sup>5</sup> qui souhaitait obtenir le soutien du comité pour sa proposition de fixer à 1 mg/kg la teneur maximale en 3-MCPD de la sauce de soja fermentée par un procédé autre que naturel. Les membres ont exprimé diverses opinions sur ce sujet et le comité a finalement décidé de transmettre la question au Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants afin qu'il en poursuive l'examen. Le comité a aussi reconnu qu'il fallait recueillir davantage de données sur l'exposition (consommation de sauce de soja et teneur en 3-MCPD), soulignant qu'il fallait conclure rapidement sur cette question en raison de l'importance du produit à la fois pour le commerce et la consommation intérieure de la région.

---

<sup>3</sup> CRD 1.

<sup>4</sup> CRD 1.

<sup>5</sup> CRD 8.

### ***Température pendant le stockage, le transport, le chargement et le déchargement des graisses et huiles***

15. L'Indonésie<sup>6</sup> a demandé au comité de soutenir sa proposition de modifier les conditions de température pendant le chargement et le déchargement de l'huile de palmiste dans le tableau 1 du *Code d'usages international recommandé pour l'entreposage et le transport des huiles et des graisses comestibles en vrac* (CAC/RCP 36-87 (Rev. 1-1999)), qui, de "min.40°C, max.45°C" deviendraient "min. 30°C, max.39°C" pour les pays chauds et "min. 40°C, max.45°C" pour les pays tempérés, de manière à tenir compte des différences climatiques. Le comité est convenu de recommander au Comité du Codex sur les graisses et les huiles d'ajouter, pour répondre à la préoccupation de l'Indonésie, une note au bas du tableau 1 libellée ainsi: "sous les climats chauds, la température de chargement et de déchargement de l'huile de palmiste est de 30°C au minimum et de 39°C au maximum ou la température ambiante".

### ***Avant-projet de norme pour la sauce de soja***

16. Le comité a reconnu que la proposition indonésienne<sup>7</sup> concernant l'avant-projet de norme pour la sauce de soja était constructive et l'a transmise pour examen au Comité du Codex sur les fruits et légumes traités. La délégation japonaise a proposé à la délégation indonésienne de lui fournir un complément d'information sur la sauce de soja sucrée à la prochaine réunion dudit comité.

### ***Principes de fonctionnement de l'analyse des risques***

17. La délégation indienne<sup>8</sup> a proposé d'examiner la question de ce qu'il fallait entendre par "pratiques commerciales loyales", dont il était question dans les statuts de la Commission du Codex alimentarius. Cette délégation a noté que la question avait été évoquée récemment par le Comité du Codex sur les principes généraux et qu'il s'avérait nécessaire de fixer une définition claire de cette expression. Le comité s'est associé à cette idée.

18. Le Secrétariat a indiqué que, traditionnellement, les "pratiques commerciales loyales" dans le cadre du Codex étaient étroitement liées à la conformité avec les spécifications (composition) des produits et à l'étiquetage. On a estimé qu'il serait prématuré, à ce stade, d'étudier cette question puisqu'une procédure de règlement des différends était en cours devant l'OMC sur l'affaire des sardines, dont l'issue devrait indiquer clairement quelles étaient les pratiques loyales en matière d'étiquetage pour le Codex. L'observateur de Consumers International a exprimé des réticences quant au fait que l'examen de la question des pratiques commerciales au Codex soit sous l'influence de l'OMC et a insisté pour que le Codex donne rapidement une explication de cette expression.

19. La délégation indienne a souligné combien il importait de mettre en pratique les principes de l'analyse des risques, qui intègrent des préoccupations des pays en développement, et a préconisé que soit créé un groupe de travail distinct pour mettre au point des directives, action qui devait être prioritaire dans le cadre du Plan à moyen terme. Le comité a souscrit à cette proposition.

### ***Code d'éthique du commerce international***

20. Le comité a pris note des craintes exprimées par la délégation indienne<sup>9</sup> quant au fait que les différences de critères de salubrité alimentaire d'un pays à un autre n'incitent les pays exportateurs à appliquer des normes différentes aux produits commercialisés sur le marché intérieur et aux produits exportés. Le comité a reconnu qu'il s'agissait d'une question que le Comité du Codex sur les principes généraux devrait examiner au regard du Code de déontologie du commerce international.

---

<sup>6</sup> CRD 3.

<sup>7</sup> CRD 19.

<sup>8</sup> CX/ASIA 02/2-Add.1, CRD 26.

<sup>9</sup> CX/ASIA 02/2-Add.1.



### ***Participation des organisations intergouvernementales aux travaux du Codex<sup>10</sup>***

21. De nombreux pays membres ont émis des réserves quant à la participation d'autres organisations intergouvernementales à la prise de décisions du Codex, estimant qu'elles pouvaient avoir des objectifs incompatibles avec ceux du Codex comme la protection de la santé humaine, n'être pas représentatives de la composition de la Commission ou demander une rémunération excessive des membres participant aux travaux de normalisation. Les délégations indienne, thaïlandaise et malaisienne ont proposé que les travaux effectués par des organes autres que les organes subsidiaires du Codex servent seulement de référence pour l'élaboration de normes du Codex et ne fassent donc pas partie de la procédure du Codex. Le Secrétariat a, en revanche, souligné que l'objectif n° 3 du Cadre stratégique incitait à une telle coopération. Le Comité de coordination a recommandé de tenir compte des réserves exprimées par les pays de la région dans le document qui sera établi pour le Comité sur les principes généraux sur la participation d'autres organisations intergouvernementales aux travaux du Codex.

### ***Projet de directives sur l'application du système HACCP aux entreprises petites et moins développées***

22. Les délégations malaisienne et thaïlandaise se sont associées à la position prise par l'Inde<sup>11</sup> sur le fait que l'Annexe 2 du Code d'usages - Principes généraux d'hygiène alimentaire, en cours d'examen au Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire, devrait faire référence à l'annexe 1 qui devrait faire partie intégrante du document HACCP principal. La délégation malaisienne a déclaré qu'il ne fallait pas compromettre les sept principes HACCP énoncés à l'annexe 1. Elle s'inquiétait des difficultés concrètes éprouvées par les entreprises petites et moins développées (y compris les marchands ambulants), particulièrement dans les pays en développement, pour se conformer à ces règles. Pour tenir compte de cette situation, la délégation a proposé d'ajouter une déclaration à l'annexe 1 disant qu'il appartenait aux autorités nationales de décider du champ d'application du système HACCP. La délégation thaïlandaise s'est déclarée favorable à la mise au point de conseils à l'usage des entreprises petites et moins développées, en particulier pour les marchands ambulants, mais aussi préoccupée par l'application des sept principes HACCP à ces entreprises. Le comité a pris acte de l'avis exprimé par ces délégations.

### ***Projet de Directives concernant l'appréciation de l'équivalence des mesures sanitaires***

23. Le comité a noté que la question soulevée par l'Inde<sup>12</sup> était examinée par le Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires et que les discussions récentes d'un groupe de travail de ce comité pourraient permettre l'aboutissement de l'élaboration des directives.

### ***Niveaux d'aflatoxine dans les arachides et le lait***

24. La délégation indienne<sup>13</sup> a souligné combien il importait que les pays membres reconnaissent et appliquent les décisions prises par la Commission concernant les niveaux d'aflatoxines dans les arachides et le lait, notant qu'un partenaire commercial important de son pays ne l'avait pas encore fait. Le Secrétariat a fait remarquer que la Commission n'était pas chargée d'exiger des gouvernements membres qu'ils acceptent ou appliquent les normes du Codex une fois celles-ci adoptées.

### ***Projet de code d'usages en matière d'hygiène pour le lait et les produits laitiers***

25. La délégation indienne<sup>14</sup> a expliqué que les conditions de production des petits paysans des pays en développement faisaient qu'il leur était difficile de satisfaire aux conditions d'hygiène spécifiées dans le Projet de code d'usages, puisque celui-ci était conçu pour les grandes exploitations pratiquant la traite mécanisée. Elle a demandé que le Comité de l'hygiène alimentaire tienne dûment compte des recommandations de la Commission afin de répondre aux problèmes des pays en développement.

---

<sup>10</sup> CX/ASIA 02/2-Add.1, CRD 27.

<sup>11</sup> CX/ASIA 02/2-Add.1, CRD 28.

<sup>12</sup> CX/ASIA 02/2-Add.1.

<sup>13</sup> CX/ASIA 02/2-Add.1.

<sup>14</sup> CX/ASIA 02/2-Add.1.

### ***Projet de code d'usages en matière d'hygiène pour la production primaire et l'emballage des fruits et légumes frais***

26. La délégation indienne<sup>15</sup> a proposé de supprimer, dans le projet de Code d'usages en matière d'hygiène pour la production primaire et l'emballage des fruits et légumes frais, la référence à la contamination par des voies indirectes figurant à la clause 3.2.3 (santé personnelle, hygiène et installations sanitaires), estimant qu'elle ne serait pas réalisable dans les pays en développement, surtout les pays tropicaux, du fait des usages agricoles en vigueur et des conditions climatiques.

### ***Anomalies dans les structures dirigeantes et le processus décisionnel du Codex et d'autres normes alimentaires***

27. Le Comité est convenu de prendre acte des préoccupations exprimées par la délégation indienne<sup>16</sup> quant à la procédure appliquée pour fixer les teneurs maximales en contaminants chimiques, qui divergeait notablement des procédures appliquées pour les résidus de pesticides et de médicaments vétérinaires. On a noté que les mêmes principes scientifiques devaient être appliqués dans tous les cas.

### ***Degré requis de maturité des oranges***

28. Le comité a soutenu dans son ensemble l'opinion de la délégation indienne estimant que le Comité sur les fruits et légumes frais ne devrait pas définir des conditions de maturité différentes pour les oranges de couleur verte et les oranges de couleur orange dans la norme sur les oranges en cours d'examen. Les délégations philippine, malaisienne, indonésienne et thaïlandaise ont toutes soutenu l'idée que le jus et la teneur en jus de ces oranges étaient parfaitement comparables.

### ***Teneur maximale en étain***

29. Le comité a pris note de la demande de la Thaïlande<sup>17</sup> qu'il soutienne sa position pour que la teneur maximale en étain soit maintenue à 200 mg/kg pour les boissons en boîte et à 250 mg/kg pour les autres aliments en conserve.

### ***Projet de norme pour les produits aqueux à base de noix de coco***

30. La délégation philippine<sup>18</sup> a proposé d'ajouter à la section 2.1 du projet de norme pour les produits aqueux à base de noix de coco, "laits de coco et crèmes de coco", des mentions concernant les dispersions dans l'eau d'endosperme de noix de coco finement haché dans la description des produits, d'ajouter les mono et diglycérides à la liste des émulsifiants et de supprimer l'appendice, particulièrement en ce qui concerne les degrés de qualité. Cette proposition a été soutenue par la Malaisie, qui a aussi préconisé d'ajouter une disposition pour l'utilisation de poudre de crème de noix de coco reconstituée dans la désignation du produit et d'étiqueter tous ces produits de manière à indiquer qu'il s'agissait de produits reconstitués.

### ***Proposition pour la poursuite de l'évaluation des risques de la furazolidone et d'autres substances***

31. La délégation thaïlandaise<sup>19</sup> a proposé que soit poursuivie l'évaluation des risques liés aux métabolites de la furazolidone et d'autres substances pour lesquelles le JECFA n'avait pas fixé de DJA ni de LMR lors du processus d'évaluation antérieur, puisque l'on disposait maintenant de renseignements et de méthodes d'analyse pour les métabolites. Le Secrétariat a fait remarquer que le JECFA n'attribuait normalement pas de DJA ou de LMR pour des substances génotoxiques ou carcinogènes.

---

<sup>15</sup> CX/ASIA 02/2-Add.1, CRD 29(b).

<sup>16</sup> CX/ASIA 02.

<sup>17</sup> CRD 16.

<sup>18</sup> CRD 15.

<sup>19</sup> CRD 17.

***Produits à base de soja dans le système des catégories d'aliments de la Norme générale pour les additifs alimentaires***

32. La délégation chinoise<sup>20</sup> a demandé au comité de soutenir sa position afin que soit maintenue la catégorie des produits à base de soja (catégorie 6.8), compte tenu de l'importance de ces produits comme source de protéines dans la région asiatique, et que tous les produits à base de soja soient regroupés dans une catégorie distincte du système des catégories de produits alimentaires. Les délégations malaisienne et thaïlandaise ont soutenu la position chinoise concernant le maintien de la catégorie 6.8. La délégation japonaise s'est aussi plainte du traitement réservé aux produits à base de soja dans le système des catégories de produits alimentaires et a déclaré que cette question devait être examinée à la prochaine réunion du Comité sur les additifs alimentaires et les contaminants. À cet égard, le Secrétariat a demandé aux pays membres de présenter des informations sur les produits au Comité sur les additifs alimentaires et les contaminants afin de lui faire mieux connaître ces produits.

**EVALUATION PAR LA FAO ET L'OMS DES TRAVAUX DU CODEX ALIMENTARIUS ET D'AUTRES TRAVAUX DE LA FAO ET DE L'OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES (Point 3 de l'ordre du jour)<sup>21</sup>**

33. Le comité a noté que la FAO et l'OMS avaient indiqué à la 49<sup>ème</sup> session (extraordinaire) du Comité exécutif, en septembre 2001, qu'elles s'étaient mises d'accord sur la nécessité de passer entièrement en revue le Programme du Codex, avec une aide extérieure, et sur le champ d'application de l'exercice. Après de nombreuses consultations entre la FAO et l'OMS sur les modalités et le mandat, une Équipe mixte d'évaluation appuyée par un Groupe mixte d'experts avait été constituée par les deux organisations pour procéder à une évaluation formelle et remettre un rapport aux organisations mères et aux pays membres avant novembre 2002. À sa 50<sup>ème</sup> session, mi-2002, le Comité exécutif avait procédé à un large examen du mandat et de l'avancement de l'évaluation. Soulignant l'importance que pouvait avoir l'issue de l'évaluation, le Comité exécutif a demandé aux Directeurs généraux de la FAO et de l'OMS de convoquer une session extraordinaire de la Commission à la mi-février 2003, qui serait précédée d'une session extraordinaire du Comité exécutif, afin qu'elle examine les résultats de l'évaluation et qu'elle puisse exposer ses vues aux organisations mères. Le Comité exécutif a aussi demandé au Secrétariat de réorganiser le calendrier des réunions du Codex de manière à ce que tous les comités régionaux de coordination soient pleinement informés de la progression de l'évaluation.<sup>22</sup>

34. La question a été exposée par le Secrétaire de la Commission qui a également fait le point sur l'avancement de l'évaluation présentée à la 88<sup>ème</sup> session du Comité du programme de la FAO dans la semaine qui a précédé la réunion en cours. Le Secrétaire a indiqué que les travaux du Comité exécutif avaient sensiblement contribué à faire progresser l'évaluation. De plus, en réponse aux questions que se posaient les membres sur la composition de l'équipe d'évaluation et du groupe d'experts, des ajustements avaient été opérés pour permettre une meilleure représentation régionale et culturelle, surtout parmi les pays en développement. La liste des pays qui seraient visités a par ailleurs été élargie à cet effet.

35. On a indiqué que l'équipe d'évaluation avait effectué des visites et eu des entretiens dans 24 pays plus la CE, ainsi que dans des organismes internationaux de normalisation et des organisations internationales jouant un rôle dans l'application des normes au commerce. En outre, des questionnaires avaient été adressés aux pays membres, aux organisations internationales intéressées et à des organisations nationales afin de recueillir des informations et des opinions sur le Codex sur une large base. Les réponses au questionnaire avaient dépassé toute attente, puisque 102 gouvernements avaient répondu. Enfin, un appel public à commentaires avait suscité quelque 60 réponses de particuliers et d'organisations.

---

<sup>20</sup> CX/ASIA 02/2-Add.1, CRD 22

<sup>21</sup> CX/ASIA 02/3; CRD 9 (Observations de la Thaïlande); document FAO PC 88/5(b) *Update on the Progress of the Joint FAO/WHO Evaluation of the Codex Alimentarius and Other FAO and WHO Work on Food Standards*, CRD15 (Philippines), CRD 31(LAO PDR)

<sup>22</sup> ALINORM 03/3A, paragraphes 7 à 19.

36. Le Comité régional de coordination s'est félicité des renseignements communiqués par le Secrétariat, mais a indiqué qu'il était prématuré de parler à ce stade des résultats possibles de l'évaluation. Néanmoins, il s'est dit entièrement d'accord avec le Comité exécutif pour estimer que l'évaluation devrait porter surtout sur l'élaboration de normes, directives et recommandations en matière de sécurité sanitaire des aliments fondées sur des données scientifiques, et sur le renforcement de l'analyse scientifique des risques. Les pays membres de la région se sont réjouis d'avance à l'idée de recevoir et d'étudier le rapport intégral le moment venu.

37. Le Comité de coordination est aussi convenu que le Coordonnateur régional et le membre régional élu du Comité exécutif consulteraient les membres de la région immédiatement après la publication du rapport d'évaluation en vue de recueillir leurs réactions pour les réunions extraordinaires du Comité exécutif et de la Commission en février 2003. On a noté que les pays membres pourraient, s'ils le souhaitaient, faire des observations sur le rapport d'évaluation, par écrit ou pendant la réunion de la Commission.

### **EXAMEN DU PROJET DE PLAN À MOYEN TERME 2003-2007 (Point 4 de l'ordre du jour)<sup>23</sup>**

38. Le Comité de coordination a rappelé que les travaux sur le projet de Plan à moyen terme 2003-2007 avaient démarré à la 23<sup>ème</sup> session de la Commission, en 1999. Le Comité exécutif, entre ses 47<sup>ème</sup> et 48<sup>ème</sup> sessions, avait défini un modèle de structure comportant une déclaration sur la vision stratégique, un cadre stratégique défini par des objectifs et un plan à moyen terme détaillé. À la 24<sup>ème</sup> session de la Commission (en 2001), la Commission avait adopté la déclaration sur la vision stratégique et le cadre stratégique, et elle avait recommandé d'intégrer des éléments du Plan d'action du Président dans le projet de Plan à moyen terme. Sur la base des observations recueillies en réponse au document CL2001/26-EXEC et des discussions de la 50<sup>ème</sup> session du Comité exécutif, le projet de Plan à moyen terme avait été révisé par le Secrétariat pour être soumis aux Comités régionaux de coordination avant sa mise au point définitive et son adoption par la session (ordinaire) suivante de la Commission.

39. Le Comité régional de coordination a passé en revue le Plan à moyen terme par activité, en suivant les objectifs cadres.

#### **Objective 1: Mettre en place un cadre législatif cohérent**

40. En ce qui concerne l'activité 22, la délégation indienne, soutenue par celle du Pakistan, a préconisé de modifier le libellé de manière à «établir des principes et des directives applicables à l'échelle internationale permettant d'assurer la traçabilité des denrées et ingrédients alimentaires en différents points de la chaîne alimentaire, que ce soit pour des raisons de sécurité sanitaire ou pour des objectifs légitimes relevant de mesures OTC».

41. La délégation pakistanaise a indiqué qu'il était urgent d'établir des normes ou lignes directrices internationales qui s'appliquent aux produits alimentaires issus de la biotechnologie afin de promouvoir la normalisation de ces produits au niveau national (activité 25).

42. En ce qui concerne l'activité 27 relative à l'élaboration de directives pour l'appréciation de l'équivalence à des fins spécifiques, la délégation indienne, soutenue par celle du Japon et celle de la Malaisie, était d'avis que les efforts devraient au contraire porter sur des directives génériques et a donc proposé que cette activité soit rayée du Plan à moyen terme.

43. La délégation indienne a noté qu'il ressortirait probablement de l'évaluation commune du programme du Codex qu'une aide supplémentaire était nécessaire pour mettre en oeuvre les activités 42 et 44 concernant la fourniture de services de secrétariat à la Commission et aux Comités régionaux de coordination.

---

<sup>23</sup> CX/ASIA 02/4; CRD 10 (Observations de la Thaïlande).

## Objectif 2: Favoriser la plus vaste et la plus cohérente application possible des principes scientifiques et de l'analyse des risques

44. En ce qui concerne l'activité 6, relative aux principes et aux directives concernant les mesures à prendre avant et après la récolte, la délégation indienne a exprimé son désaccord avec la proposition du Comité exécutif selon laquelle ces travaux devraient être coordonnés, le cas échéant, avec ceux d'autres organisations internationales, et a fait remarquer qu'il n'y avait pas de consensus au sein de la Commission sur ce point. Les délégations chinoise et malaisienne ont préconisé que les directives tiennent compte des travaux intégrant les mesures à prendre après la récolte dans les codes et les directives du Codex sur les produits de base, et qu'elles tiennent compte des besoins et des contraintes des pays en développement et des conséquences économiques pour ces pays. On a proposé de modifier le texte de l'activité de la façon suivante: "Élaborer, le cas échéant, des directives concernant les mesures à prendre avant la récolte en tenant compte des besoins et des contraintes propres aux pays en développement ainsi que des conséquences économiques pour ces pays".

45. Les délégations indienne et indonésienne ont souligné que l'activité 11 devrait mettre l'accent sur la définition en priorité de nouvelles LMR intéressant les pays en développement, et que la révision des LMR existantes devrait tenir compte des intérêts et des besoins spécifiques de ces pays.

46. En ce qui concerne l'activité 20, le comité a préconisé de la scinder en deux selon ses deux composantes initiales, comme l'indiquait le projet examiné à la 50<sup>ème</sup> session du Comité exécutif, puisque cette activité concernait des données globales pour l'établissement de nouvelles normes et la révision de normes existantes, alors que l'activité 40 portait sur les modèles de prédiction de l'ingestion de résidus de pesticides dans les aliments. Le comité est par ailleurs convenu de reformuler l'activité 40 de la façon suivante: "Prédire l'ingestion alimentaire de résidus de pesticides sur la base de modèles déterministes et probabilistes".

47. Les délégations indienne et japonaise ont recommandé que l'activité 1 soit supprimée, puisqu'elle portait sur les travaux des gouvernements et non de la Commission.

## Objectif 3: Promouvoir des liens entre le Codex et les autres organismes multilatéraux qui élaborent des instruments juridiques et des conventions

48. En ce qui concerne l'activité 12, le comité a décidé de la reformuler de manière à ce qu'elle corresponde aux "directives concernant la participation d'autres organisations internationales intergouvernementales à l'élaboration des normes Codex et textes apparentés", selon le mandat défini à la 24<sup>ème</sup> session de la Commission.

49. Le comité a décidé de supprimer l'activité 13, puisque les principes du Codex en matière d'analyse des risques ne devaient pas obligatoirement être alignés sur ceux d'autres instruments internationaux.

50. La délégation indienne a proposé que l'activité 32 concernant la révision des Principes généraux du Codex alimentarius soit limitée aux obligations imposées aux pays par les Accords SPS et OTC de l'OMC.

51. Le comité a décidé de formuler de la façon suivante l'activité 34: "Révision et mise à jour des normes Codex et textes apparentés de manière à tenir compte des normes de l'OIE et d'autres recommandations de gestion des zoonoses d'origine alimentaire et vice-versa".

## Objectif 4: Accroître la capacité de réagir efficacement et rapidement aux nouvelles questions, préoccupations et tendances qui apparaissent dans le secteur de l'alimentation

52. Activité 3: le Comité de coordination était d'avis que la limitation de cinq ans pour l'élaboration d'une norme, quoiqu'en principe utile, n'était guère réaliste puisque, dans certains cas, le temps nécessaire pour produire les données scientifiques nécessaires, ajouté à celui qu'il faudrait pour obtenir un consensus international sur les propositions à l'examen, ferait que l'adoption des normes dépasserait ce délai. De même, le Comité de coordination estimait que la tenue de conférences par Internet désavantagerait bon nombre de pays en développement n'ayant pas accès à ces moyens.

53. On a proposé que les procédures modifiées donnent la priorité aux besoins des pays en développement, mais la délégation japonaise a souligné que les procédures d'élaboration des normes du Codex et des textes apparentés étaient d'égale importance pour tous les pays membres du Codex.

#### Objectif 5: Encourager le plus possible l'adhésion à la Commission et la participation à ses travaux

54. Les délégations japonaise et malaisienne se sont dites favorables à l'activité 37 concernant le traitement des observations écrites.

55. En ce qui concerne l'activité 38 relative aux directives pour la tenue des groupes de travail, etc., la délégation indienne a relevé l'importance qui avait été attribuée récemment aux Groupes de travail ad hoc, et déclaré que si ces groupes continuaient d'avoir un rôle aussi important dans la rédaction des textes du Codex, il faudrait envisager de les financer par des Fonds spéciaux. Les représentants de la FAO et de l'OMS ont déclaré que cela serait sans doute considéré de manière favorable.

#### Objectif 6: Promouvoir la plus vaste application possible des normes Codex

56. La délégation malaisienne a rappelé les propos tenus à la 50<sup>ème</sup> session du Comité exécutif, selon lesquels il ne fallait conserver que les activités 16 (site web du Codex) et 31 (disponibilité des normes du Codex) puisque les autres activités prévues dans cet objectif ne relevaient pas de la compétence fondamentale de la Commission du Codex alimentarius. Les délégations indonésienne et thaïlandaise ont cependant dit que les références qui étaient faites au renforcement des capacités étaient importantes pour les pays en développement. La délégation indienne a souligné l'importance des activités menées par la FAO et l'OMS pour développer les capacités. Elle a relevé que, les dotations budgétaires prévues dans le PMT étant très minces et seulement affectées à la traduction des documents des rapports d'activité, il n'était pas nécessaire de faire apparaître ces postes comme autant d'activités distinctes dans le Plan à moyen terme, mais qu'ils devaient faire partie des tâches normales du Secrétariat.

57. Le Secrétariat a souligné que les rapports sur le renforcement des capacités avaient été, pendant un temps, la spécialité de la Commission et que celle-ci pouvait probablement accroître à l'avenir son rôle de conseiller pour la FAO, l'OMS et les organismes donateurs sur les besoins des pays en développement. Le Comité de coordination a vivement recommandé que ces activités soient reformulées en tenant aussi compte des recommandations de l'évaluation commune FAO/OMS du Codex lorsqu'elle serait disponible.

#### Statut du Projet de plan à moyen terme

58. Le Comité de coordination a noté que les observations ci-dessus seraient prises en considération en même temps que les observations des autres Comités régionaux de coordination pour préparer le projet final de Plan à moyen terme qui doit être soumis à la Commission en 2003.

### **AVANT-PROJET DE NORME SUR LES NOUILLES INSTANTANÉES (Point 5 de l'ordre du jour)<sup>24</sup>**

59. Le Comité a pris acte de ce que l'Indonésie, soutenue par de nombreux pays, avait demandé qu'un groupe de travail ad hoc soit constitué pour examiner en détail l'avant-projet de norme car il existait des divergences de vue entre pays membres et entre observateurs. Présidé par l'Indonésie et le Japon, le groupe de travail était composé de 9 pays membres (Chine, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Pakistan, Philippines, République de Corée et Thaïlande) et des organisations CI et IACFO comme observateurs.

60. Le groupe de travail a présenté un rapport au comité qui a eu un débat soutenu et est finalement parvenu à un accord sur un texte dont les modifications sont les suivantes.

---

<sup>24</sup> CX/ASIA 02/5, CX/ASIA/ 02/5-Add.1, CX/02/5-Add.2, CRD2 (Japon), CRD7 (Malaisie), CRD11 (Thaïlande), CRD 15 (Philippines), CRD 30 (Japon).

### Section 1: Champ d'application

61. Il a été convenu que l'on garderait le texte "La présente norme ne s'applique pas aux pâtes italiennes" entre crochets puisque la différence entre pâtes et nouilles était incertaine. Le groupe de travail a aussi remplacé "sont" par "peuvent être", à la deuxième phrase, pour tenir compte du cas des nouilles emballées sans assaisonnement.

### Section 2: Description

62. Il a été convenu que la phrase "Les nouilles instantanées sont un produit composé essentiellement de farine de blé ou de farine de riz..." serait remplacée par la suivante: "Les nouilles instantanées sont un produit composé essentiellement de farine de blé et/ou de farine de riz et/ou d'autres farines et/ou amidons" pour inclure les autres types de farine ou d'amidon qui sont utilisés. Il a par ailleurs été convenu d'ajouter une disposition relative aux deux présentations, les nouilles frites et les nouilles non frites, afin de les distinguer l'une de l'autre et d'informer plus complètement le consommateur.

### Section 3. Facteurs essentiels de composition et de qualité

63. Suivant la recommandation du groupe de travail, il a été convenu de supprimer tous les crochets dans la section sur les ingrédients essentiels et de supprimer tous les passages entre crochets dans la section sur les ingrédients facultatifs. Il a aussi été convenu d'ajouter l'amidon aux ingrédients essentiels utilisables, dans un souci de cohérence avec la description du produit.

64. Le Comité de coordination a décidé qu'il convenait d'assortir les dispositions relatives à la "Norme sur les portions de nouilles" d'une mention précisant que "portion" se référait à la masse des nouilles, quelle qu'en soit la forme, à l'exclusion de tout assaisonnement.

65. La teneur maximale en eau des nouilles frites et des nouilles non frites a été fixée respectivement à 10,0 pour cent et à 14,0 pour cent.

66. Le comité n'est pas parvenu à dégager un consensus sur la nécessité d'une disposition relative à la teneur en peroxydes et a donc décidé de maintenir ce point entre crochets. De nombreuses délégations de pays membres se sont opposées à ce qu'une limite de peroxydes soit ajoutée. La délégation japonaise l'a vivement défendue comme une mesure de contrôle de la qualité et de protection de la santé des consommateurs, comme l'expliquait le document CRD 30. L'observateur de l'IACFO a soutenu cette position.

67. Suivant l'avis du groupe de travail, le Comité de coordination a supprimé la détermination par analyse du degré de pré-gélatinisation en raison de l'absence d'une méthode d'analyse. La délégation japonaise a émis des réserves sur cette suppression. Le groupe a proposé que le Japon l'informe de la méthode de détermination du degré de pré-gélatinisation lorsqu'elle serait disponible. Celle-ci devrait ensuite être validée par le CCMAS.

### ***Section 4. Additifs alimentaires***

68. Le Comité de coordination a décidé de remanier toute la section de la manière proposée par l'Australie, de sorte que le paragraphe se lirait ainsi:

*“L'utilisation et le transfert d'additifs alimentaires doivent être conformes aux valeurs maximales autorisées par la Norme générale pour les additifs alimentaires, CODEX STAN 192-1995 (Rev. 2-1999).”*

69. Les pays membres ont été vivement incités à examiner la Norme générale Codex pour les additifs alimentaires pour s'assurer que tous les additifs spécifiques aux nouilles instantanées y étaient inscrites. La Chine<sup>25</sup>, la Thaïlande<sup>26</sup> et les Philippines<sup>27</sup> ont présenté des propositions en vue d'ajouter certains additifs alimentaires à la Norme générale sur les additifs alimentaires, dont le comité a pris acte.

---

<sup>25</sup> Colorants: curcuma (E 100ii), tartrazine (E102), caramel (E105d), jaune soleil (E110), dioxyde de titane (E171), extrait de rocou (E160b); Stabilisants: carbonate de calcium (E170); Émulsifiants: pyrophosphate de sodium (E452); Régulateurs de l'acidité: sulfate d'aluminium-potassium (E522); Antiagglomérants: dioxyde de silice (silice amorphe (E551), orthophosphate tricalcique (E341).

### **Section 6. État du récipient ou de l'emballage**

70. Selon une proposition de l'Australie, le groupe de travail a recommandé de modifier le libellé de ce paragraphe pour lui donner une portée plus générale. Le nouveau texte serait le suivant:

*«Les nouilles instantanées doivent être emballées dans des récipients qui préservent les qualités hygiéniques, nutritives, technologiques et organoleptiques du produit. Les récipients, y compris les matériaux d'emballage, doivent être composés de substances sans danger, adaptées à l'usage auquel elles sont destinées. Ils ne doivent transmettre au produit aucune substance toxique, aucune odeur et aucun goût indésirables.»*

### **Section 8. Étiquetage**

71. Il a été convenu que le nom du produit alimentaire serait modifié de la façon suivante :

*“Le nom du produit est "Nouilles instantanées" ou, au choix "Nouilles frites" ou "Nouilles non frites", conformément aux sous-sections 2.1 et 2.2. D'autres noms peuvent être utilisés à condition d'être admis par la législation nationale.”*

### **Section 9. Méthodes d'analyse et d'échantillonnage**

72. Suivant l'avis du groupe de travail, le Comité de coordination a décidé:

- a) de supprimer les crochets aux points 9.2, 9.3 et 9.4 et de remplacer les textes par le suivant: "Utiliser une méthode admise par le Codex" ;
- b) de conserver les crochets du point 9.4 et de remplacer "En cours d'examen" par "Utiliser une méthode admise par le Codex" ;
- c) de supprimer complètement le point 9.5 ;
- d) d'ajouter un nouveau paramètre intitulé "Extraction de l'huile des nouilles instantanées" (Utiliser une méthode admise par le Codex). La numérotation des points suivrait.

73. Le comité, qui s'est félicité des résultats des travaux du groupe de travail, a poursuivi l'examen du texte et a décidé de remplacer l'intitulé "3.2.3 Norme pour les portions de nouilles" par "3.2.3 Exigences analytiques relatives aux portions de nouilles (nouilles sans assaisonnement)". La délégation de Consumer International (CI) a instamment demandé au comité d'examiner de manière approfondie les effets de la teneur en peroxydes sur la sécurité sanitaire. À cet égard, CI a aussi proposé une mention obligatoire "végétarien/non végétarien", et a demandé que le Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires revienne, au besoin, l'étiquetage à cet égard.

### **Statut de l'avant-projet de norme pour les nouilles instantanées**

74. Bien qu'il reste une question à régler concernant l'ajout d'une limite de peroxydes, le comité a décidé de faire avancer l'avant-projet de norme à l'étape 5 pour que son examen et son élaboration se poursuivent selon la procédure du Codex. La délégation japonaise s'est fortement opposée à cette décision. L'avant-projet révisé de norme figure à l'appendice II annexée au présent rapport.

### **QUESTION DE LA TRAÇABILITÉ ET DU SUIVI DES PRODUITS (Point 6 de l'ordre du jour)<sup>28</sup>**

75. Le comité a rappelé que le Comité exécutif avait examiné, à sa 49<sup>ème</sup> session (session extraordinaire), la question de la traçabilité dans le cadre du Codex et qu'il avait convenu que les Comités régionaux de coordination pourraient peut-être contribuer au débat sur cette question. Le Comité sur les principes généraux avait également mentionné le rôle des comités de coordination et avait décidé d'intégrer

<sup>26</sup> Antioxygènes: BHA 200mg/kg ; BHT 200 mg/kg; TBHQ 200mg/kg (CRD 11).

<sup>27</sup> Sorbate de potassium: la teneur totale en additif exprimée en acide sorbique ne dépasse pas 1000 mg/kg ; Aspartame, 40 mg/kg ; Carragénanes, DJA non spécifiée (CRD 15).

<sup>28</sup> CX/ASIA 02/6, CRD 12 (observations de la Thaïlande).



les résultats des travaux de ces comités dans le document de travail que le Secrétariat devait établir en vue de sa 18<sup>ème</sup> session.

76. La délégation philippine a fait savoir que la traçabilité et le suivi des produits n'étaient acceptables, à son avis, que lorsqu'il y avait un risque pour la santé humaine et aucune autre façon de traiter le risque, et que l'on pouvait les appliquer aux mesures OTC lorsque cela était nécessaire pour répondre à des objectifs légitimes. À cet égard, la délégation a soulevé des questions concernant le rapport entre les travaux du Codex et les questions OTC.

77. La délégation indonésienne a expliqué que la question de la traçabilité et du suivi des produits dans le cas de l'alimentation animale étaient destinés à permettre de localiser rapidement la source ou l'aboutissement de matières premières et de produits si l'on constatait un risque réel ou possible pour la santé et lorsqu'il fallait retirer ou rappeler rapidement et complètement un produit. À cet égard, l'Indonésie était favorable à ce que ces méthodes ne soient appliquées que pour des considérations de salubrité des aliments, et s'inquiétait de leur utilisation possible comme mesure OTC, par exemple pour servir au choix des consommateurs ou au bien-être des animaux.

78. La délégation thaïlandaise a fait savoir que, sans nier l'intérêt de la traçabilité et du suivi des produits dans les transactions commerciales, elle ne voyait pas bien comment la traçabilité pouvait assurer la sécurité sanitaire. Selon elle, il serait plus approprié d'utiliser d'autres approches équivalentes qui tiennent compte en outre des incidences économiques sur les pays en développement. Sur cette base, la Thaïlande était favorable à l'application de la recherche d'un produit jusqu'à l'étape précédant et l'étape suivant chacune des étapes de la chaîne alimentaire. La délégation chinoise a aussi indiqué qu'elle trouvait le concept de traçabilité ambigu dans le cadre du Codex, bien qu'elle eût déjà mis en place un système de rappel des produits si un risque apparaissait pour la santé.

79. La délégation japonaise a informé le comité qu'après l'apparition de l'ESB au Japon, les consommateurs japonais étaient très inquiets quant à la salubrité de l'alimentation, et le Japon envisageait donc d'introduire un système de traçabilité afin de restaurer la confiance dans le système. La délégation a fait remarquer qu'il manquait une définition claire des termes "traçabilité et suivi des produits" pour le Codex et que le Comité du Codex sur les principes généraux devrait donner des conseils à cet égard.

80. Le comité a fait valoir qu'une application générale de la traçabilité ne contribuerait pas au but recherché et qu'elle s'appliquerait donc strictement cas par cas en tenant compte des cinq critères suivants:

- la nature et l'étendue du risque doivent être déterminées sur la base d'une évaluation spécifique du risque et ce n'est qu'à l'issue de cette évaluation que la traçabilité doit être envisagée pour un produit.
- La preuve doit être apportée que la traçabilité est un choix de gestion efficace pour le risque identifié et qu'il n'existe aucune autre solution plus économique pour traiter ce risque.
- Le champ auquel doit s'appliquer la traçabilité dans la chaîne alimentaire doit être clairement spécifié en fonction de l'évaluation du risque, de la faisabilité et de l'efficacité économique.
- L'analyse du rapport coût/avantages doit avoir été étudié à l'avance, avant que la traçabilité ne soit envisagée pour un produit donné.
- Il faut démontrer clairement que la traçabilité ne sera pas utilisée comme obstacle technique au commerce.

81. La délégation indienne a déclaré que même les aliments génétiquement modifiés devraient être soumis à l'épreuve mentionnée plus haut avant que la décision soit prise d'appliquer la traçabilité. À son avis, il convenait donc de bien définir le champ d'application de la traçabilité et de n'y avoir recours que pour les aliments transformés, à l'exclusion des produits primaires et des procédés, en vue du rappel d'un produit lorsque c'est l'option choisie.

82. La délégation indienne a donc estimé que le Codex devrait se borner à définir les principes de fonctionnement de la traçabilité, les modalités d'élaboration et d'application étant laissées à l'appréciation des autorités chargées de la réglementation, cas par cas.

83. L'observateur de Consumers International a souligné que l'application de la traçabilité dans le cadre du Codex devait être envisagée pour garantir la santé des consommateurs et la salubrité des aliments, selon le principe de précaution.

84. En ce qui concerne la définition de la traçabilité mise au point par l'ISO, la délégation japonaise a dit qu'il n'était pas certain que cette définition puisse être appliquée puisqu'elle s'appliquait principalement aux matières industrielles non périssables, et non aux produits alimentaires. Elle a souligné que le Codex devrait étudier une définition de ce terme à ses propres fins. La délégation indienne s'est associée à ce point de vue.

85. Le Secrétariat a informé le comité de coordination de ce que les résultats des travaux seraient intégrés dans le document de travail destiné au Comité du Codex sur les principes généraux, avec les renseignements recueillis par les autres comités régionaux.

### **DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LES ALIMENTS FONCTIONNELS ET LES ALIMENTS NOUVEAUX AUTRES QUE CEUX ISSUS DE LA BIOTECHNOLOGIE (Point 7 de l'ordre du jour)<sup>29</sup>**

86. La délégation malaisienne a présenté le document de travail, établi à la suite de la 47<sup>ème</sup> session du Comité exécutif de la Commission du Codex alimentarius à laquelle la région asiatique avait proposé d'engager des activités dans le domaine des aliments nouveaux (autres que ceux issus de la biotechnologie), des aliments fonctionnels et des aliments considérés comme se situant à la frontière entre les aliments et les médicaments.

87. Dans la première partie du document, on étudie la nécessité de définir le champ et le concept d'aliments fonctionnels, le système et les critères de classification, les conditions dans lesquelles des propriétés pour la santé peuvent être invoquées, et l'évaluation de la sécurité sanitaire de ces aliments, en indiquant les méthodes d'analyse. La seconde partie du document traite de la nécessité de définir clairement les aliments nouveaux (autres que les aliments issus de la biotechnologie), des conseils d'utilisation et de l'information sur le produit, de l'évaluation de la sécurité sanitaire, etc. Afin de donner des orientations sur ces questions, la délégation a recommandé l'instauration d'une consultation mixte d'experts FAO/OMS sur les aliments fonctionnels et les aliments nouveaux pour étudier s'il fallait créer une norme internationale qui permettrait un meilleur encadrement réglementaire de ces produits, dans l'intérêt à la fois de la branche et des consommateurs dans le monde entier.

88. De nombreuses délégations ont complimenté la délégation malaisienne pour le travail de synthèse accompli sur ces questions complexes. Les délégations thaïlandaise et indonésienne se sont dites favorables à l'organisation d'une consultation mixte d'experts FAO/OMS, mais en recommandant que la priorité soit accordée aux aliments fonctionnels. La délégation japonaise a déclaré que son pays appliquait déjà depuis 2001 une réglementation autorisant l'allégation de propriétés bénéfiques pour la santé agréées. Elle estimait néanmoins qu'il fallait étudier ces questions avec beaucoup de soin pour éviter que les travaux ne soient faits en double par le Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires et l'OCDE.

89. Le Secrétariat a présenté le rapport de la consultation mixte d'experts FAO/OMS sur l'évaluation des propriétés salutaires et nutritionnelles des probiotiques dans les aliments, y compris le lait en poudre contenant des bactéries lactiques vivantes, consultation qui avait été organisée en octobre 2001 à la demande du gouvernement argentin. Cette consultation a étudié la nécessité d'allégations spécifiques et fondées de propriétés bienfaites pour la santé des probiotiques, et ses recommandations sont particulièrement pertinentes pour l'avant-projet de recommandations pour l'emploi d'allégations relatives à la santé et à la nutrition. Les représentants de la FAO et de l'OMS ont fait remarquer qu'il n'y avait alors aucun projet d'organiser une telle consultation d'experts, mais que cela serait envisagé pour l'avenir si la nécessité et la demande régionales étaient impérieuses et le projet réalisable.

---

<sup>29</sup> CX/ASIA 02/7, CX/ASIA 02/7 add 1. (observations de la République de Corée, de l'Association of Consumer Food Organization (IACFO), de l'International Life Science Institute (ILSI)), CRD 4 (observations de l'Australie), CRD 6 (observations de la Chine), CRD32 (observations du Japon).

90. La délégation chinoise a informé le Comité de coordination de l'état actuel de la réglementation chinoise relative aux aliments fonctionnels et aux aliments nouveaux, qui portait sur les usages traditionnels, les aspects juridiques, l'étiquetage et l'évaluation fonctionnelle. Elle était aussi d'avis qu'une consultation mixte d'experts FAO/OMS serait nécessaire pour combler les lacunes dans la perception de ces aliments selon les critères régionaux (occidentaux ou orientaux).

91. La délégation de la République de Corée a également informé le comité de la situation des aliments fonctionnels en Corée. Elle a indiqué qu'une Loi avait été adoptée récemment sur les aliments fonctionnels diététiques pour régir ce type d'aliments: les modalités d'application étaient en cours d'élaboration, ainsi que celles relatives aux produits diététiques et aux compléments alimentaires, régis par la Loi sur l'hygiène alimentaire. Il n'existait toutefois aucune définition des aliments nouveaux puisqu'ils revendiquaient chacun son propre rôle, et la délégation a suggéré que les aliments nouveaux soient repris dans la catégorie des aliments fonctionnels.

92. L'observateur de l'IACFO s'est dit favorable à la proposition de convocation d'une consultation mixte d'experts FAO/OMS sur les aliments fonctionnels, en ajoutant que des experts représentant les intérêts ou les idées des consommateurs devraient y participer. La consultation devrait porter avant tout sur les questions de sécurité sanitaire des aliments puisque celles de l'étiquetage et des allégations étaient traitées par le Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires.

93. Compte tenu du débat exposé ci-dessus, le comité de coordination a recommandé que la FAO et l'OMS organisent une consultation d'experts sur les aliments fonctionnels et que des experts asiatiques comptent au nombre de ceux invités à y participer. Le comité a noté qu'il était urgent d'engager des travaux sur les aliments fonctionnels.

### **RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR LA NORMALISATION ET LA RÉGLEMENTATION EN MATIÈRE ALIMENTAIRE (Point 8 de l'ordre du jour)<sup>30</sup>**

94. Le comité a rappelé que la FAO et l'OMS avaient été sollicitées pour renforcer leurs activités de développement des capacités, particulièrement en ce qui concerne les capacités d'analyse des risques dans les pays en développement à la 23<sup>ème</sup> session de la Commission du Codex alimentarius (juillet 1999). Il a aussi rappelé que les dirigeants de la FAO, de l'OMS, de l'OMC, de la Banque mondiale et de l'OIIE s'étaient engagés, dans une déclaration émise à l'occasion de la Réunion ministérielle de l'OMC à Doha, en novembre 2001, à renforcer les capacités des pays en développement pour leur permettre de faire face aux obligations contenues dans l'Accord SPS.

95. Le comité a invité les représentants de la FAO et de l'OMS à présenter les activités de renforcement des capacités réalisées en totalité ou en partie par leur organisation dans la région depuis la dernière réunion du Comité régional de coordination du Codex (23-26 novembre 1999), en y incluant des informations sur les activités de renforcement des capacités régionales ou nationales qui sont en passe d'être approuvées.

96. Les représentants de la FAO et de l'OMS se sont dits satisfaits de la décision de faire figurer ce sujet en permanence à l'ordre du jour de toutes les réunions des comités régionaux de coordination du Codex. La présentation du document a porté sur les activités mondiales, les activités régionales et les activités nationales menées pendant la période visée par le rapport. À l'exception des activités et des projets réalisés au niveau national, la plupart l'ont été conjointement par la FAO et l'OMS, parfois en association avec d'autres organisations. On s'est référé au débat qui avait eu lieu sur ce sujet durant le premier Forum mondial des responsables de la sécurité sanitaire (Marrakech, janvier 2002) et à la demande exprimée par les pays participants à la FAO, l'OMS et d'autres organisations pour qu'elles accordent une attention plus grande et consacrent davantage de ressources aux besoins des pays en développement dans tous les domaines liés à la salubrité de l'alimentation. La réunion a été informée que le deuxième Forum mondial des responsables de la réglementation en matière de sécurité sanitaire des aliments aurait pour thème "Mettre en place des systèmes de sécurité sanitaire efficaces", et que son principal volet serait le développement des capacités.

---

<sup>30</sup> CX/ASIA 02/8, CRD 13 (observations de la Thaïlande), CRD 29(a) (observations de l'Inde).

97. Les représentants ont informé les participants à la réunion des différentes initiatives prises par les organisations en matière de renforcement des capacités, en particulier le *Fonds spécial de la FAO pour la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments*, le *Programme intégré de la FAO pour le renforcement des capacités dans le domaine de la biotechnologie, de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments et des normes phytosanitaires et zoosanitaires*, et le *mécanisme conjoint de la FAO, l'OMS, l'OIE, l'OMC et la Banque mondiale pour le renforcement des capacités de développement de la normalisation et des échanges*, qui traitera principalement des questions ayant trait au domaine sanitaire et phytosanitaire, c'est-à-dire la sécurité sanitaire des aliments, la santé animale et la protection des végétaux. Le *Fonds fiduciaire FAO/OMS pour la participation des pays en développement aux procédures de création de normes du Codex* (voir le point 2) n'interviendrait pas dans ces activités de renforcement des capacités.

98. Les participants à la réunion ont également été informés des principaux programmes et projets internationaux de renforcement des capacités auxquels les pays de la région participaient directement ou dont ils étaient bénéficiaires directs. Il s'agissait i) d'un projet pour *l'amélioration de la qualité du café par la prévention de la moisissure*, dans lequel des établissements indiens et indonésiens de recherche et de développement sur le café jouent le rôle de centres de collaboration subrégionaux et reçoivent un soutien direct du projet; ii) du *Programme cadre de formation de la FAO sur le volet du Cycle d'Uruguay et les futures négociations sur l'agriculture*, dont la première phase, qui s'est achevée en 2001, comportait 14 ateliers subrégionaux dont 2 se sont tenus dans la région (Katmandu, Népal, et Los Banos, Philippines); la deuxième phase du projet, qui a été rédigée, est maintenant à l'examen pour obtenir un financement.

99. Au niveau régional, des séminaires et des ateliers ont été organisés pour aider les autorités nationales chargées de la sécurité sanitaire des aliments. On peut citer: une série de réunions organisées avec le concours de l'Institut international des sciences de la vie pour aider les pays de l'ASACR à aligner leurs normes et leurs réglementations sur celles du Codex; l'atelier régional sur l'analyse des risques microbiologiques (Pékin, mai 2002); l'atelier régional sur la sécurité sanitaire des aliments, organisé en collaboration avec la NFPA (Bangkok, juin 2002); l'atelier régional sur les plans d'action pour la sécurité sanitaire des aliments dans le Pacifique ouest (Manille, 2000); l'atelier pré-Codex sur l'application de l'analyse des risques à la sécurité sanitaire des aliments - Approches pratiques (Kuala Lumpur, 2002). Les participants ont enfin été informés de la stratégie régionale de l'OMS en matière de salubrité des aliments, adoptée par le comité régional de l'OMS à sa 52<sup>ème</sup> session, par laquelle l'organisation s'engage à soutenir les campagnes de sensibilisation et de promotion pour renforcer la volonté politique des pays d'améliorer la salubrité de l'alimentation.

100. Au niveau national, le représentant de la FAO a donné des informations sur les projets en cours sur le terrain pour développer les capacités pour la sécurité sanitaire des aliments (y compris la création et le fonctionnement de comités nationaux du Codex), avec l'appui du Programme de coopération technique de la FAO, et qui ont concerné les pays suivants: Bhoutan, Cambodge, Chine, Inde, Mongolie et Vietnam. Il a par ailleurs donné des indications sur les projets dont le financement est en cours de négociation pour les pays suivants: Bangladesh, Pakistan et Thaïlande.

101. Le représentant de l'OMS a donné plus spécialement des renseignements sur le projet de l'OMS et de la Banque asiatique de développement au Vietnam, qui aident le ministère de l'alimentation à mener de façon cohérente différents volets de programmes relatifs à la salubrité des aliments.

102. Toutes les délégations ont fait bon accueil aux rapports de la FAO et de l'OMS sur le renforcement des capacités et les ont remerciées pour les actions menées dans cette région. La délégation indonésienne a déclaré que le projet sur le café, qui se déroule dans son pays, est très utile pour développer les capacités des pays producteurs de café et vise à définir un code d'usages à l'intention du secteur de production. Par ailleurs, selon cette délégation, le fonds fiduciaire devrait servir aussi pour le renforcement des capacités. L'Indonésie avait demandé une assistance technique pour pouvoir mieux se conformer aux prescriptions SPS et encourager les analyses de laboratoire, le dosage de résidus, etc.

103. La délégation indienne a déclaré qu'il importait, pour la crédibilité et la légitimité des procédures du Codex, que les pays en développement participent concrètement à ses travaux. Le renforcement des capacités devrait donc être le pilier des actions menées au niveau multilatéral dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Tout en félicitant vivement la FAO et l'OMS pour leur action dans ce domaine, la délégation a fait remarquer que leurs efforts avaient surtout consisté à sensibiliser les pays à ces questions.

Les demandes étant énormes et les besoins innombrables, ces actions ponctuelles, quoique utiles, n'auraient pas de résultats à long terme ou durables. Il était donc indispensable de définir des stratégies globales de renforcement des capacités sur la base d'un plan d'action national, lui-même appuyé sur une étude. Une action, pour être durable, nécessite un renforcement durable des institutions et des moyens informatiques de formation et de sensibilisation qui en démultiplient la portée. La délégation a suggéré que l'on réduise les dépenses des plus hauts salaires, les frais de déplacement et les frais d'organisation et que l'argent dégagé soit utilisé pour des activités de fond. Elle a aussi préconisé l'organisation d'une consultation technique par la FAO et l'OMS pour traiter de cette question stratégique du renforcement des capacités, et s'est référée à la communication qu'elle a présentée au Forum mondial des responsables de la sécurité sanitaire des aliments qui s'est tenu à Marrakech, au Maroc, en janvier 2002.

104. La délégation thaïlandaise a souligné que toutes les grandes exportations de son pays étaient soumises à l'application des BPF et du système HACCP. Elle avait mis en commun ses compétences dans ces domaines avec ses voisins tels que le Laos, les Philippines et le Myanmar dans le cadre des projets du PCT de la FAO, mais il lui manquait toujours des compétences techniques pour pouvoir se développer et accroître son efficacité. Elle était donc inconditionnellement en faveur de la poursuite des actions de la FAO et de l'OMS et au maintien de leur programme de renforcement des capacités dans la région.

105. La délégation népalaise a déclaré que le renforcement des capacités était une question cruciale pour le Népal, qui avait des difficultés à appliquer un système de gestion de la sécurité sanitaire. Le Népal reconnaissait que les questions de sécurité sanitaire prenaient de l'importance chaque année depuis la création de l'OMC en 1995. À cet égard, le Codex prenait une place de premier plan. Selon la délégation, la chaîne alimentaire était beaucoup plus longue dans les pays en développement que dans les pays plus industrialisés en raison de l'état des infrastructures nationales et locales. La délégation a souligné que les questions de renforcement des capacités comportaient de nombreux aspects parmi lesquels la réglementation en matière alimentaire, la transposition des dispositions SPS et OTC conformément aux normes du Codex, tout en tenant compte des principes de prévention et d'interdisciplinarité. À cet égard, le Népal demandait instamment à la FAO et à l'OMC d'engager des projets au niveau régional et subrégional pour renforcer les capacités en y ajoutant les composantes BPF et HACCP et l'évaluation des risques liés à la présence de produits chimiques dans l'alimentation.

106. La délégation chinoise a dit qu'en tant que nouveau membre de l'OMC, la Chine comptait sur le maintien du soutien et de la coopération de la FAO et de l'OMS. Elle a souligné que le renforcement des capacités devrait porter davantage sur les aspects techniques tels que les questions d'analyse plutôt que de se limiter à des ateliers et séminaires en Chine.

107. La délégation cambodgienne a fait remarquer que deux projets de terrain étaient en cours pour renforcer les capacités dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, dans le cadre du PCT de la FAO au Cambodge. Ces activités avaient fait ressortir l'importance de la santé publique et fait prendre conscience au Cambodge des questions de salubrité des aliments. Il fallait tenir compte du fait que des lois et des règlements répondant aux exigences de salubrité et de qualité des aliments devaient être mis en place pour satisfaire aux obligations prévues dans l'Accord SPS. À cet égard, le Cambodge avait demandé une aide pour renforcer ses capacités nationales dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments.

108. La délégation sri lankaise a affirmé que Sri Lanka avait besoin du soutien continu de la FAO et de l'OMS et leur demandait une assistance technique pour renforcer son cadre de réglementation, le contrôle, l'évaluation, l'analyse des risques et la participation aux réunions du Codex.

109. L'observateur de l'Institut international des sciences de la vie a déclaré que son institution avait contribué à mieux faire connaître les aspects scientifiques de la sécurité sanitaire des produits, de la nutrition et de la protection de l'environnement, et qu'elle avait à coeur d'encourager le recours à l'évaluation scientifique des risques comme fondement des systèmes de réglementation de la sécurité sanitaire des aliments. À cet égard, l'Institut avait coopéré avec la FAO et l'OMS en les aidant à organiser l'atelier qui avait précédé cette session du comité et espérait que ces efforts se poursuivraient avec les deux organisations.

110. L'observateur de Consumers International a également remercié d'avoir pu participer à l'atelier régional FAO/OMS et a demandé à ces deux organisations de soutenir la participation de groupes de

consommateurs à toutes les réunions régionales. L'observateur comptait par ailleurs participer à tous les groupes de travail du Codex.

111. Le comité a félicité les deux organisations pour les différentes initiatives qu'elles avaient prises pour développer ces actions en vue de répondre aux besoins des pays en développement de la région.

## **INFORMATION ET RAPPORTS SUR LES QUESTIONS DE CONTRÔLE ET DE SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS ET NORMES DU CODEX (Point 9 de l'ordre du jour)<sup>31</sup>**

### Rapports de la FAO et de l'OMS

112. Les représentants de la FAO et de l'OMS ont présenté les conseils scientifiques donnés par la FAO et l'OMS à leurs pays membres et à la Commission du Codex alimentarius pour la période allant de 2000 au milieu de 2002. Elles ont fait remarque qu'elles avaient apporté des modifications notables aux procédures de sélection des experts dans un souci de transparence, d'indépendance, de meilleure répartition géographique et pour tenir compte des différences d'opinion des experts. Les représentants ont souligné que les experts choisis participaient aux réunions scientifiques de la FAO et de l'OMS à titre personnel et non en qualité de représentant de leur institution ou de leur gouvernement. Les organisations s'employaient aussi à produire des données nationales pour compléter les données mondiales et régionales.

### Rapports des pays membres

113. Les pays membres de la région et les pays et organisations ayant le statut d'observateur ont activement participé au débat sur ce point. On trouvera ci-après un résumé des déclarations de chaque intervenant. La plupart des participants ont déposé des déclarations écrites, soit dans les documents de travail formels, soit comme documents de séance. Ces documents pourront être consultés sur le site Internet du Codex<sup>32</sup>.

#### ***Chine***<sup>33</sup>

114. Après son entrée dans l'OMC, la Chine avait pris une série de mesures dans ce domaine pour renforcer la sécurité sanitaire des aliments, parmi lesquelles: 1) l'amélioration et le perfectionnement du cadre légal notamment avec la création, en 2001, d'un règlement sur le contrôle de la biosécurité des produits agricoles génétiquement modifiés, la révision de règlements ayant trait aux additifs alimentaires et l'établissement de lignes directrices pour l'application des méthodes HACCP; 2) réexamen et révision de plus de 400 textes de réglementation qui ont été harmonisés avec les normes du Codex; 3) rationalisation de l'économie de marché dans le but d'assainir la situation économique dans l'ensemble du pays; et 4) diffusion par Internet d'informations sur la sécurité sanitaire des aliments. On a de plus signalé qu'il était possible de consulter une grande partie de ces informations importantes sur Internet.

#### ***Thaïlande***<sup>34</sup>

115. Le programme national thaïlandais de contrôle de la salubrité des aliments englobe l'ensemble de la chaîne alimentaire et fait intervenir divers organismes publics ayant chacun un rôle spécifique comme le prévoit la législation. Les activités récentes comprennent: 1) création d'actes législatifs, de normes et d'un code d'usages, notamment pour améliorer le système de contrôle des aliments et inciter les producteurs à appliquer les BPF, les méthodes HACCP et l'évaluation des risques, création de normes pour les produits agricoles et de BPA; 2) intensification de la coopération entre les organismes publics intervenant dans le contrôle de la salubrité des aliments; 3) développement d'un secteur agroalimentaire aux normes

---

<sup>31</sup> CL 2002/12-ASIA, CX/ASIA 02/9, CX/ASIA 02/9 Add. 1 (activités de la FAO et de l'OMS), CX/ASIA 02/9 add. 2 (observations de l'Australie), CRD 5 (observations de l'ICGMA), CRD 14 (observations de la Thaïlande), CRD 20 (observations de l'Indonésie), CRD 21 (observations de Singapour), CRD 23 (observations de la Chine).

<sup>32</sup> <http://www.codexalimentarius.net>

<sup>33</sup> CRD 23.

<sup>34</sup> CRD 14.

internationales par la vulgarisation et l'assistance technique en matière de BPF, méthodes HACCP; et 4) diffusion d'informations auprès des consommateurs par divers moyens dont Internet. Pour l'avenir, la Thaïlande a entrepris de restructurer les organismes publics intervenant dans la sécurité sanitaire pour créer un réseau et une coordination efficaces. En revanche, la Thaïlande s'est heurtée à des problèmes pour appliquer les normes du Codex.

### **Indonesie**<sup>35</sup>

116. Depuis l'adoption de la Loi indonésienne sur les produits alimentaires, il y a six ans, plusieurs plans pour la sécurité sanitaire des aliments ont été créés par diverses institutions de l'État et autres parties intéressées, notamment pour sensibiliser l'opinion des producteurs et des consommateurs à la sécurité sanitaire des aliments. Le Service national de contrôle des médicaments et des aliments (NADFC) a été créé il y a près de deux ans pour procéder à des contrôles efficaces en veillant à ce que les aliments offerts à la population soient propres à la consommation et sans danger.

117. Une *Politique de contrôle total de la sécurité sanitaire des aliments* a été mise en place pour contrôler la salubrité des aliments de la ferme à la table sur la base d'une approche intégrée multisectorielle faisant intervenir tous les services compétents de l'État. Les liaisons entre le NADFC et les gouvernements de districts seront prochainement renforcées pour améliorer les compétences des *inspecteurs des produits alimentaires de district* par un programme de formation.

### **Singapore**<sup>36</sup>

118. Depuis le 1er juillet 2002, la Direction agroalimentaire et vétérinaire de Singapour (AVA) est devenue l'instance nationale de la sécurité sanitaire des aliments chargée du contrôle réglementaire de tous les produits alimentaires de production locale ou importés, y compris en ce qui concerne les normes alimentaires et l'étiquetage. L'une des principales missions de l'AVA consistera à renforcer le contrôle des aliments transformés importés par des mesures de contrôle appropriées telles que la sécurité sanitaire à la source, les établissements réglementés, l'incitation à appliquer les méthodes HACCP, le contrôle réglementaire des marchandises à l'importation et des importateurs, l'inspection au point d'entrée, l'identification des produits à haut risque pour les soumettre à des contrôles plus rigoureux, l'amélioration de l'équipement des laboratoires pour la recherche de contaminants et d'organismes dangereux.

### **Malaysie**<sup>37</sup>

119. De nouvelles initiatives sont maintenant en voie de création pour renforcer le programme de sécurité sanitaire. Elles concernent la révision des lois pour répondre aux exigences internationales, le renforcement des contrôles à l'importation et à l'exportation, la modernisation des moyens de laboratoire, la promotion des BPF et des méthodes HACCP, l'amélioration de la gestion des données et une participation accrue aux activités internationales relatives à la salubrité des aliments. Un Conseil national de la sécurité sanitaire et de la nutrition, composé des organes de l'État compétents et des parties prenantes n'appartenant pas à l'appareil d'État, a été constitué en février 2002 pour servir de plate-forme intersectorielle de définition de politiques et de stratégies consensuelles claires visant à améliorer en permanence le programme de sécurité sanitaire.

### **Philippines**

120. Un plan national d'action pour la sécurité sanitaire des aliments a été établi en collaboration par les Ministères de l'agriculture et de la santé. Il s'inspire des lignes directrices de l'OMS de 1998 et est conçu selon un modèle dans lequel la définition des mesures, des normes et des instruments légaux et réglementaires font l'objet d'une coordination, tandis que l'application est confiée à des organes distincts mais fortement interactifs. Le plan s'appuie sur les principes de la clarté des objectifs, l'indépendance par rapport au pouvoir politique, la transparence et la responsabilité, la prévisibilité et la participation élargie. Le plan prévoit la création d'un Comité national de la sécurité sanitaire des aliments, sous l'égide du Ministère de la santé, qui devrait entrer en action prochainement.

---

<sup>35</sup> CRD 20.

<sup>36</sup> CRD 21.

<sup>37</sup> CX/ASIA 02/9.

121. On a vu se développer récemment aux Philippines les questions d'homologation des méthodes HACCP pour le poisson et la viande, les campagnes de vulgarisation sur la sécurité sanitaire des aliments, notamment sur les résidus de pesticides, la contamination microbienne et les parasites des végétaux, qui ont mobilisé les responsables sanitaires de l'administration locale, et des actions de formation ont été réalisées sur l'évaluation des risques présentés par les aliments dérivés d'OGM.

### *Japon*<sup>38</sup>

122. En ce qui concerne la question de l'ESB, des mesures ont été prises après l'apparition de cette maladie au Japon en vue de soumettre tout le bétail abattu à des essais pour vérifier l'absence de contamination. Afin d'aider les pays qui exportent sur son marché, le Japon est disposé à mettre en place une coopération technique pour le dépistage de l'ESB. Un nouveau conseil du gouvernement indépendant sera constitué l'année prochaine pour procéder à des évaluations des risques pour les produits alimentaires. La Loi sur l'hygiène alimentaire est par ailleurs en cours de révision pour être plus conforme aux normes du Codex. L'étiquetage des aliments génétiquement modifiés et les allégations relatives à la santé sont deux autres domaines qui ont connu une évolution importante.

### *Pakistan*<sup>39</sup>

123. L'ordonnance sur les aliments purs (1960) et les Règles sur les aliments purs (1963) constituent la base législative actuelle du contrôle des aliments. La Direction pakistanaise du contrôle de la qualité (PSQCA) a été créée sous l'autorité du Ministère de la science et de la technologie pour élaborer des normes alimentaires. La direction a créé et révisé plus de 250 normes relatives à divers produits alimentaires, facultatives pour la plupart d'entre elles, mais déclarées obligatoires pour certains produits tels que l'huile végétale hydrogénée et les huiles comestibles, les biscuits, l'eau potable, l'eau en bouteille et l'eau minérale. Récemment, le Conseil pakistanais de contrôle de la qualité des denrées alimentaires a été réactivé et les Lois sur les aliments purs seront mises à jour pour répondre aux prescriptions des Accords SPS et OTC de l'OMC. À cet égard, le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage a été prévoyant. L'OMS a accordé 15 000 dollars E.-U. dans le cadre des missions conjointes d'évaluation des programmes pour mettre au point des plans nationaux de sécurité sanitaire des aliments. Ce plan traiterait aussi des dangers biologiques (y compris l'analyse des risques, méthodes HACCP), des dangers chimiques et du renforcement des capacités. Il prévoirait la mise à jour des lois sur les aliments, le renforcement des laboratoires d'analyse des produits alimentaires et la réorganisation du système d'inspection alimentaire.

### *Nepal*

124. Le Népal a entrepris de réorganiser son dispositif législatif et réglementaire sur les produits alimentaires pour accélérer l'établissement d'une nouvelle réglementation. La nouvelle législation tiendra compte des aspects préventifs de la gestion de la qualité et de la salubrité dans la chaîne alimentaire. Les normes qui existent sont en cours de révision pour intégrer les normes du Codex dans le corps de la réglementation nationale chaque fois que cela est concrètement réalisable. Un code d'usages pour les unités de transformation et les petits abattoirs a été mis en vigueur en tenant compte des BPF et des méthodes HACCP. Un code d'usages pour l'agriculture est en cours d'élaboration pour réduire au minimum les dangers de la présence de pesticides dans les végétaux.

### *Inde*

125. Depuis la dernière session du Comité de coordination pour l'Asie, la réglementation intérieure a été largement révisée et réorientée sur la sécurité sanitaire des aliments. Le Comité national du Codex sera par ailleurs renforcé grâce à la mise en oeuvre d'un programme d'assistance technique de la FAO, dont on espère qu'il permettra de mieux faire connaître le Codex auprès des parties intéressées. Un vaste programme de renforcement des capacités dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments est en cours de négociation avec la Banque mondiale. Le gouvernement a par ailleurs élaboré un plan national pour l'application des méthodes HACCP en collaboration avec les secteurs économiques concernés et un réseau d'institutions

---

<sup>38</sup> CX/ASIA 02/9.

<sup>39</sup> CX/ASIA 02/9 (Rapport du Pakistan).



universitaires et techniques, et a engagé une vaste opération d'harmonisation avec le Codex, lorsqu'elle est possible.

### ***Republique de Corée***

126. Pour contribuer à améliorer la santé publique nationale en écartant les risques sanitaires et les problèmes provoqués par l'alimentation et pour améliorer la qualité de l'alimentation, tous les produits alimentaires sont maintenant soumis à la Loi sur l'hygiène alimentaire. En ce qui concerne les aliments génétiquement modifiés, un nouveau règlement sur l'étiquetage est en vigueur depuis juillet 2001 pour garantir le droit des consommateurs de choisir en connaissance de cause. Voyant que la sécurité sanitaire suscitait un intérêt croissant chez les consommateurs, la politique en cette matière a été étendue à toutes les étapes de la chaîne alimentaire, de la ferme à la table, pour garantir des aliments sains. À cet égard, la Corée applique sans obligation le système HACCP, qui s'est avéré très utile.

127. En ce qui concerne les aliments fonctionnels, une Loi sur les aliments fonctionnels diététiques vient d'être adoptée qui permettra de réglementer efficacement les aliments fonctionnels et de protéger la santé publique. Les règlements en fixant les modalités d'application sont en préparation et comprendront des modalités relatives aux produits diététiques et aux compléments alimentaires, produits jusque-là régis par la Loi sur l'hygiène alimentaire. La Loi sur les aliments fonctionnels diététiques entrera pleinement en vigueur l'année prochaine.

### ***Cambodge***

128. Pour ce qui est du cadre légal, le Cambodge a adopté une nouvelle Loi sur les produits alimentaires en 2000 et des règles techniques portant sur l'étiquetage et les conditions d'entreposage et de transport. D'autres dispositions relatives à la sécurité sanitaire des denrées alimentaires sont en préparation, notamment sur l'hygiène. Des efforts sont faits pour améliorer l'efficacité des inspections et de la surveillance dans le secteur alimentaire. De nombreux organes sont responsables de la sécurité sanitaire: le Ministère de l'agriculture, en particulier, est responsable des produits vendus sur la voie publique. Un Comité national du Codex a été créé avec l'assistance technique de la FAO et de l'OMC. Les normes en vigueur doivent être harmonisées avec celles du Codex. Des laboratoires d'analyse ont été créés, mais les compétences techniques posent toujours problème du fait d'un niveau de compétence insuffisant et du manque de ressources humaines. À cet égard, le Cambodge comptait continuer à bénéficier de l'assistance technique de la FAO et de l'OMS.

### ***Sri Lanka***

129. La question de la sécurité sanitaire est régie par la Loi sur les denrées alimentaires. Actuellement, 23 règlements sont en cours de révision, y compris des règlements concernant les aliments génétiquement modifiés. On estime que l'approche intégrée de la sécurité sanitaire, de la ferme à la table, n'est pas bien ancrée et qu'il y a lieu de l'étudier sérieusement. Le système national de certification à l'importation et à l'exportation doit être amélioré pour garantir la salubrité des produits importés et exportés, et le gouvernement recherche pour cela l'appui d'organisations internationales.

## **Rapports des observateurs**

### ***Australie***<sup>40</sup>

130. Les Ministères australiens de l'agriculture, de la forêt et de la pêche (AFFA) et de la santé et de la vieillesse (DoHA) et leurs organes associés, notamment le service australien d'inspection et de quarantaine (AQIS) et l'organisme de normalisation Food Standards Australia and New Zealand (FSANZ) gèrent les questions de sécurité sanitaire des produits alimentaires au niveau national. L'AFFA, le DoHA, l'AQIS et FSANZ ont entrepris de définir et d'appliquer des politiques et des programmes de sécurité sanitaire en concertation avec les gouvernements des États et des territoires. L'une des grandes réformes accomplies dernièrement a été la transformation de l'ancienne Australia New Zealand Food Authority en FSANZ. À la suite de cette transformation, le Code révisé de normes alimentaires commun aux deux États, l'Australia New Zealand Food standards Code, deviendra le seul ensemble de normes alimentaires valable en Australie à la

---

<sup>40</sup> CX/ASIA 02/9 add. 2 (Rapport de l'Australie).

fin de 2002, les anciennes normes étant abrogées. L'Australie s'attend à ce que le code commun mette un terme aux exigences inutiles, donnant aux entreprises plus de liberté pour innover dans leur secteur tout en maintenant la protection de la santé et de la sécurité sanitaire du public.

131. En ce qui concerne les normes de production primaire et de transformation, FSANZ se chargera de développer ces normes pour garantir une offre de denrées alimentaires saines en maintenant une approche cohérente d'un bout à l'autre de la chaîne alimentaire, sans entraver les échanges ou alourdir la réglementation pour le secteur de production, mais en protégeant la santé et la sécurité sanitaire de la population.

#### *ICGMA*<sup>41</sup>

132. L'observateur du Conseil international des associations de fabricants de produits d'épicerie (ICGMA) a déclaré que l'harmonisation des règles de sécurité sanitaire et l'adoption par chaque gouvernement de normes alimentaires fondées sur la norme générale pour les additifs alimentaires étaient importantes pour faciliter les échanges. Il s'est félicité de l'harmonisation entreprise en Asie et a préconisé d'utiliser l'évaluation du JECFA comme base pour les normes nationales, en particulier celles relatives aux additifs alimentaires.

### **PARTICIPATION DES CONSOMMATEURS À LA NORMALISATION AU NIVEAU DU CODEX ET AU NIVEAU NATIONAL (Point 10 de l'ordre du jour)**

133. Le comité a noté que la Commission du Codex alimentarius recommandait depuis des années à ses pays membres de prendre des mesures pour accroître la participation des consommateurs aux procédures de normalisation, tant au niveau national qu'international, et qu'elle avait décidé que ce point serait inscrit en permanence à l'ordre du jour des réunions des comités régionaux de coordination. Les membres du comité avaient été invités à rendre compte de la situation en ce qui concernait la participation par pays (CL 2002/12-ASIA). Tous les pays membres qui avaient rendu un rapport sur ce point avaient souligné l'importance de la participation des consommateurs au processus d'établissement des règles de sécurité sanitaire et des normes. Les rapports des pays membres sont résumés ci-après.

#### *Malaysie*

134. Les organisations de consommateurs ont eu de nombreuses possibilités de participer à la normalisation dans le domaine alimentaire, aussi bien au niveau national qu'à celui du Codex. Elles ont été invitées à toutes les réunions organisées par le Ministère du commerce intérieur et de la consommation, chargé des questions touchant aux intérêts des consommateurs, ayant trait à la sécurité sanitaire des aliments. Les consommateurs sont aussi représentés par des organisations non gouvernementales telles que la Fédération des associations de consommateurs de Malaisie (FOMCA) dans toutes les réunions concernées, y compris celles du Comité national du Codex.

#### *Thaïlande*

135. Les organisations de consommateurs participent à la rédaction des observations nationales présentées au Codex ainsi qu'à l'élaboration des normes nationales pour les denrées alimentaires qui sont coordonnées par les organismes publics tels que l'Institut thaïlandais de normalisation ou la Food and Drug Administration de Thaïlande. On a cependant fait état de difficultés pour choisir les organisations de consommateurs appropriées pour participer à ce processus en raison du très grand nombre de ces organisations, qui ont souvent des intérêts divergents.

#### *Philippines*

136. Les consommateurs sont bien représentés dans les principaux organes s'occupant des normes alimentaires et de la sécurité sanitaire, tels que les comités techniques de l'Office de normalisation pour l'agriculture et la pêche, l'Équipe spéciale de normalisation internationale en matière de denrées alimentaires, et le Conseil national de la consommation.

---

<sup>41</sup> CRD 5.

***Indonésie***

137. Le Comité national du Codex associe l'Association indonésienne des consommateurs et d'autres organisations non gouvernementales au processus de rédaction des observations en préparation des réunions du Codex, mais on a signalé que le gouvernement indonésien comptait renforcer la participation de cette association aux activités du Comité national du Codex.

***Japon***

138. Le gouvernement japonais fait activement participer les associations de consommateurs au processus de rédaction ou de modification de la réglementation sur la sécurité sanitaire ou des normes alimentaires en recueillant leurs avis sur Internet. Il a également invité des représentants des consommateurs à assister à plusieurs Conseils du gouvernement traitant de la sécurité sanitaire et des normes en matière alimentaire.

***Inde***

139. Les organisations de consommateurs participent pleinement au processus de législation et de normalisation concernant les aliments en participant à tous les comités concernés et en assistant souvent aux réunions du Codex au sein de la délégation nationale.

***Sri Lanka***

140. La participation des consommateurs est favorisée à la fois au niveau national et au niveau des communautés, ce dernier offrant de nombreux forums de participation communautaire. Au niveau national, la participation des communautés est assurée en offrant aux organisations de consommateurs deux sièges au Comité consultatif sur l'alimentation. L'attention des consommateurs aux questions de sécurité sanitaire des aliments reste insuffisante et doit être développée.

***République de Corée***

141. Le Comité consultatif sur l'hygiène alimentaire prend toujours l'avis des consommateurs et des associations de consommateurs participent activement à l'élaboration de la réglementation en matière de sécurité sanitaire.

***Népal***

142. Les représentants des consommateurs font partie des organismes de normalisation et participent à ce titre pleinement au processus.

***Organisations ayant le statut d'observateur***

143. Les observateurs représentant des organisations de consommateurs se sont aussi exprimés sur cette question. L'International Association of Consumer Food Organizations (IACFO) apprécie le fait qu'un Comité national du Codex ait été constitué dans de nombreux pays membres, et elle a souligné que ces comités devraient se réunir avant chaque réunion du Comité du Codex et être ouverts à toutes les associations de consommateurs. Elle a aussi recommandé que les gouvernements membres incluent des représentants des consommateurs dans leur délégation nationale. Consumers International (CI) a encouragé les gouvernements membres à créer des Comités nationaux du Codex et à organiser des réunions publiques permettant à toutes les parties intéressées, y compris les organisations de consommateurs, de faire connaître leur avis aux réunions du Codex concernées. CI a demandé que les organisations de consommateurs soient invitées à participer aux ateliers, stages et séminaires organisés par la FAO et l'OMS. Elle a en outre suggéré que les réunions des consultations d'experts traitant de l'évaluation des risques soient ouvertes aux consommateurs pour une meilleure transparence.

144. À ce sujet, le Secrétariat a déclaré que les experts participant aux réunions d'experts FAO/OMS étaient choisis à titre individuel et n'étaient pas censés représenter une organisation ou intérêt particulier, et que la présence de groupes d'intérêt à ces réunions pouvait porter atteinte à l'indépendance et l'intégrité de l'avis scientifique donné par la FAO et l'OMS. Toutefois, depuis l'instauration de la nouvelle procédure de recherche et de sélection des experts, les organisations de consommateurs pouvaient bien entendu recommander des scientifiques possédant les qualifications appropriées pour pouvoir siéger à titre indépendant dans ces groupes d'experts.

## **NOMINATION DU COORDONNATEUR (Point 11 de l'ordre du jour)<sup>42</sup>**

145. Le Comité de coordination a signalé que, selon la règle III.1, la Commission serait invitée, à sa prochaine session ordinaire, à nommer un coordonnateur pour la région sur la base d'une proposition des pays membres de la région, et qu'il était d'usage que le Comité régional de coordination désigne un candidat à cet effet.

146. La délégation japonaise, observant que la Malaisie avait exprimé le souhait de n'être pas reconduite dans ses fonctions de coordonnateur, a proposé que le nouveau coordonnateur soit un pays de la région qui n'ait pas encore assumé cette fonction auparavant mais qui s'impliquait dans les activités de la Commission. Sur cette base, elle proposait la nomination de la République de Corée. Le comité a soutenu cette proposition à l'unanimité.

147. La délégation de la République de Corée a remercié toutes les délégations qui avaient soutenu sa nomination et a accepté d'être désignée comme le nouveau Coordonnateur régional pour l'Asie.

148. Le comité de coordination a remercié le coordonnateur sortant, la Malaisie, pour tout le travail accompli pendant cette période et pour l'excellente organisation de la session du comité de coordination.

## **AUTRES QUESTIONS, TRAVAUX FUTURS, DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (Point 12 de l'ordre du jour)**

### Autres questions

#### ***Produits réfrigérés, non fermentés, à base de soja***

149. La délégation de la Chine a présenté sa proposition (document de séance n° 24) invitant la Commission du Codex alimentarius à commencer d'élaborer une norme pour ces produits. Elle a souligné que la Chine était l'un des principaux fournisseurs mondiaux de soja destiné à la consommation humaine, qui entre dans la composition de toute une série de produits tels que l'huile de soja, les gâteaux de soja et la sauce de soja. De plus, on constatait une augmentation de la demande mondiale de produits réfrigérés, non fermentés, à base de soja. La délégation a mis l'accent sur l'importance de ces produits pour une bonne alimentation riche en protéines végétales et pauvre en graisses et en calories par rapport aux autres aliments. Le document de séance contenait un schéma succinct décrivant le procédé de fabrication de ces produits.

150. Le Comité régional de coordination a montré de l'intérêt pour cette proposition et invité la délégation chinoise à préparer un document de travail plus complet pour sa prochaine session, dans lequel elle donnerait des renseignements sur le produit, le procédé, l'étiquetage (avec le nom de l'aliment ou des aliments), et sur le marché. Il a par ailleurs demandé à la délégation chinoise d'ajouter des renseignements sur la production, le commerce et la commercialisation de ces produits dans les autres pays de la région.

#### ***Nécessité de fixer une LMR pour le chloramphénicol présent dans les crevettes***

151. La délégation indonésienne a présenté le document de séance n° 18 exposant les problèmes auxquels se heurtaient les exportateurs de crevettes en raison de la détection de résidus ou de traces de chloramphénicol. Elle a indiqué qu'au fil des ans, la réglementation sur les résidus de chloramphénicol devenait plus stricte, les pays importateurs appliquant une tolérance nulle et les seuils de détection ayant été progressivement abaissés. Elle contestait qu'il soit scientifiquement justifié d'imposer une tolérance nulle (ainsi que la prétendue association avec l'anémie aplasique) et a déclaré que ni le JECFA ni le Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants n'avaient fixé de limite maximale de résidus pour le chloramphénicol présent spécifiquement dans les crevettes. Selon elle, il était urgent de le faire afin de mettre fin à ces obstacles techniques au commerce.

152. La délégation vietnamienne a déclaré qu'une des grandes questions à résoudre était l'abaissement progressif du seuil de détection qui résultait de l'utilisation de techniques et de matériel nouveaux dans les pays importateurs, sans que les pays exportateurs ne soient conseillés comme il convenait, n'en soient avertis

---

<sup>42</sup> CX/ASIA 02/10.

ou ne reçoivent d'assistance technique. Ces changements abrupts de méthode d'analyse faisaient perdre, du jour au lendemain, toute valeur aux investissements coûteux dans la formation et le matériel de laboratoire réalisés par les pays exportateurs. La délégation indienne estimait qu'il s'agissait d'un problème qui ne touchait pas seulement les crevettes et le chloramphénicol mais d'autres antibiotiques et contaminants présents aussi dans d'autres produits, et qu'il fallait donc chercher à y remédier plus largement et sans attendre. La délégation indonésienne a ajouté que des échantillons de poissons et de crustacés capturés en haute mer avaient révélé la présence de faibles doses de chloramphénicol.

153. La délégation thaïlandaise a déclaré que l'utilisation du chloramphénicol dans la production de crevettes venait d'être interdite dans son pays et que des contrôles appropriés avaient été mis en place.

154. Le Secrétariat a souligné que le JECFA avait étudié à plusieurs reprises la question du chloramphénicol<sup>43</sup>. Il était chaque fois parvenu à la conclusion qu'aucun résidu de chloramphénicol n'était acceptable dans les aliments et que l'on ne pouvait par conséquent fixer aucune limite maximale pour les résidus de ce produit. Néanmoins, si un pays membre estimait pouvoir démontrer, preuves scientifiques à l'appui, que les résidus de chloramphénicol dus au traitement durant la production ou à une contamination accidentelle étaient inoffensifs, on pourrait adresser une demande de réévaluation au JECFA par l'intermédiaire du Comité sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments. Le comité de coordination a recommandé de saisir ledit comité de cette question.

155. Pour ce qui est de la question des méthodes de dosage des résidus de substances dont la présence n'est pas autorisée ou est sévèrement limitée dans les aliments (question évoquée plus haut par le Viet Nam et l'Inde), le comité a demandé que les comités du Codex concernés (Comités sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage, les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments, les additifs alimentaires et les contaminants, les résidus de pesticides) s'emploient sans tarder à résoudre le problème des changements abrupts de technique de laboratoire et des modifications des seuils de détection (dosages).

### Travaux futurs

156. Le comité de coordination a noté que ses travaux futurs dépendraient dans une très large mesure des recommandations de la Commission et du Comité exécutif, mais prévoyait que son prochain ordre du jour comprendrait les points suivants:

- Questions relevant des comités du Codex
- Rapports sur le renforcement des capacités
- Rapports sur la participation des consommateurs
- Document de travail sur les produits réfrigérés, non fermentés, à la base de soja.

### Forum asiatique des responsables de la sécurité sanitaire des aliments

157. Le comité a recommandé que la FAO et l'OMS organisent de concert un Forum asiatique des responsables de la sécurité sanitaire des aliments en 2003 pour faire suite aux recommandations du premier Forum mondial FAO/OMS des responsables de la sécurité sanitaire des aliments, tenu à Marrakech, pour définir un plan d'action et formuler des recommandations en vue du deuxième Forum mondial FAO/OMS des responsables de la sécurité sanitaire des aliments qui aura lieu en 2004. Le comité a pris acte de ce que la Malaisie souhaitait accueillir le forum, sous réserve de l'accord de son gouvernement.

### Date et lieu de la prochaine session

158. Le comité de coordination a été informé de ce que la date et le lieu de la prochaine session seraient fixés par le Secrétariat du Codex et le Coordonnateur régional qui sera désigné par la prochaine session ordinaire de la Commission.

---

<sup>43</sup> Le JECFA a étudié le chloramphenicol en 1968, 1987 et 1994.

### ÉTAT DES TRAVAUX

Sujet	Étape	Action	Référence dans le document <b>ALINORM 03/15</b>
Avant-projet de norme pour les nouilles instantanées	5	26 <sup>ème</sup> session de la Commission	par. 74
Nomination d'un coordonnateur		26 <sup>ème</sup> session de la Commission	Par. 146
Évaluation conjointe par la FAO et l'OMS des travaux du Codex Alimentarius et d'autres travaux de la FAO et de l'OMS sur les normes alimentaires		25 <sup>ème</sup> session de la Commission	Par. 33-37
Projet de Plan à moyen terme		26 <sup>ème</sup> session de la Commission	Par. 38-58
Question de la traçabilité et du suivi des produits		CCFICS CCGP	par. 75-85
Information et rapports sur les questions de contrôle et de sécurité sanitaire des aliments		Gouvernements 14 <sup>ème</sup> session du CCASIA	par. 112-132
Participation des consommateurs à la normalisation au niveau national		Gouvernements 14 <sup>ème</sup> session du CCASIA	par. 133-144

## ANNEXE I

**LIST OF PARTICIPANTS  
LISTE DES PARTICIPANTS**

**Chairperson/Président:** Datin Dr. Hjh. Harrison Aziz Shahabudin  
 Director  
 Food Quality Control Division  
 Ministry of Health Malaysia  
 Level 3, Block B  
 Health Offices Complex  
 Jalan Cenderasari  
 50590 Kuala Lumpur  
 MALAYSIA  
 Tel. : +603 2694 6512  
 Fax : + 603 2694 6517  
 E-mail : harrison@moh.gov.my

**BANGLADESH**

Ahmad M. Raza Chowdhury  
 Director General  
 Bangladesh Standards and Testing Institution  
 (BSTI)  
 116-A, Tejgaon Industrial Area  
 Dhaka-1208  
 BANGLADESH  
 Tel. : +88 02  
 Fax : +88 02 9131581  
 E-mail : bsti@bangla.net

**BHUTAN/BHOUTAN**

Sonam Tobgay  
 Codex Contact Point  
 Ministry of Agriculture  
 Thimphu  
 BHUTAN  
 Tel. : 00 975 2 324 898  
  
 Jamyang Phuntsho  
 Quality Control  
 Laboratory Analyst  
 Thimphu  
 BHUTAN  
 Tel. : 00 975 2 371 031

**BRUNEI DARUSSALAM**

Dr. Haji Mohamad Yussof Haji Mohiddin  
 Director of Agriculture  
 Agriculture Headquarters  
 Ministry of Industry and Primary Resources  
 Bandar Seri Begawan BB3510  
 BRUNEI DARUSSALAM  
 Tel. : +673 2 - 382 343 / 380 144  
 Fax : +673 2 - 380 250 / 282 226  
 E-mail : YHM@brunet.bn

**CAMBODIA/CAMBODGE**

Mr. Khlaouk Chuon  
 Food Control Department (Camcontrol)  
 Ministry of Commerce  
 CAMBODIA  
 Tel. : 855 23 426 166  
 Fax : 855 12 908 080  
 E-mail : kchuon.eed@camnet.com.kh  
  
 Dr. Pau Ann Sivutha  
 AEGFS Focal Point  
 Ministry of Health,  
 Phnom Penh, CAMBODIA  
 Tel. : 855-23-722150  
 Fax : 855-23-880247  
 E-mail : [FDASPA@bigpond.com.kh](mailto:FDASPA@bigpond.com.kh)

**CHINA/CHINE**

Dr. Kan Xue Gui  
 Ministry of Health P.R. China  
 No. 1 Xizhimenwai Nanlu  
 Beijing  
 CHINA 100044  
 Tel. : +8610 6879 2384  
 Fax : +8610 6879 2387  
 E-mail : xgk2@chsi.moh.gov.cn

Ms. Xi Zhao Luan  
 Director  
 Development Center of Science Technology  
 Ministry of Agriculture  
 Mai Zi Dain Jie, 20<sup>th</sup> Beijing  
 CHINA  
 Tel. : +8610 6419 5082  
 Fax : +8610 6419 4550  
 E-mail : xichaoluan@agri.gov.cn

Dr. Shi Jie Ping  
 Professor  
 China Agricultural University /  
 Supervision and Test Center for Agricultural  
 Products Quality (Beijing)  
 Ministry of Agriculture  
 No. 2, Yuan Ming Yuan Xi Lu  
 Beijing  
 CHINA 100094  
 Tel. : +8610 6289 3941  
 Fax : +8610 6289 3942  
 E-mail : [Shmily369@yahoo.com.cn](mailto:Shmily369@yahoo.com.cn) /  
[shmily@mail.cau.edu.cn](mailto:shmily@mail.cau.edu.cn)

Ms. Zhao Dan Yu  
 Ministry of Health P.R. China  
 Xi Wai Da Jie  
 1# Beijing  
 CHINA 100044  
 Tel. : +8610 6776 8526  
 Fax : +8610 6771 1813  
 E-mail : zhaodany@public.bta.net.cn

Ms. Zhu Pei Fu  
 Ministry of Health P.R. China  
 Xi Wai Da Jie  
 1# Beijing  
 CHINA 100044  
 Tel. : +8610 6879 2406  
 Fax : +8610 6879 2387  
 E-mail : fajian@chsi.moh.gov.cn

Dr. Chong Yu-Hoi  
 Senior Medical Officer  
 Food and Environmental Hygiene Department  
 43<sup>rd</sup> Floor, Queensway Government Offices  
 66 Queensway Plaza  
 Hong Kong  
 CHINA  
 Tel. : +852 2867 5602  
 Fax : +852 2893 3547  
 E-mail : yhchong@fehhd.gov.hk

**INDIA/INDE**

Shri Deepak Gupta  
 Joint Secretary  
 Ministry of Health & Family Welfare  
 Nirman Bhavan  
 New Delhi 110011  
 INDIA

Tel. : + 91-11-3019195  
 Fax : + 91-11-3018842  
 E-mail : [jsd@nb.nic.in](mailto:jsd@nb.nic.in)

Shri A. K. Shrivastav  
 Deputy Assistant Director General  
 Directorate General of Health Services  
 Ministry of Health & Family Welfare  
 Nirman Bhavan  
 New Delhi 110011  
 INDIA  
 Tel. : + 91-11-3793171  
 Fax : + 91-11-301229  
 E-mail : dadgaks@nb.nic.in

Shri S. Dave  
 Director  
 Agricultural and Processed Food Products Export  
 Development Authority  
 3<sup>rd</sup> Floor, NCUI Building  
 3, Siri Institutional Area  
 August Kranti Marg  
 New Delhi 110016  
 INDIA  
 Tel. : + 91-11-6513162  
 Fax : + 91-11-6519259  
 E-mail : director@apeda.com

Shri D. S. Chadha  
 Technical Advisor  
 Confederation of Indian Industry  
 23, Institutional Area  
 Lodhi Road  
 New Delhi 110003  
 INDIA  
 Tel. : + 4629994-7  
 Fax : + 4633168 / 4626149  
 E-mail : ashok.dhawan@ciionline.org



**INDONESIA/INDONÉSIE**

Prof. Dedi Fardiaz  
National Agency for Drugs & Food Control  
Jl. Percetakan Negara No.23  
Jakarta 10560  
INDONESIA  
Tel. : +62 21 4253857  
Fax : +62 21 4253857  
E-mail : [Deputi3@pom.go.id](mailto:Deputi3@pom.go.id)

Prof. Dr. Tien R. Muchtadi  
Ministry of Research and Technology  
BPPT Building II  
Jl. Thamrin No. 8  
Jakarta  
INDONESIA  
Tel. : +62 21 3102019  
Fax : +62 251 621326  
E-mail : [tienmuchtadi@hotmail.com](mailto:tienmuchtadi@hotmail.com)

Ms. Indrawati Soegianto  
National Standardization Agency of Indonesia  
Manggala Wanabakti  
Blok IV, IV Floor  
Jl. Gatot Subroto  
Senayan, Jakarta 10270  
INDONESIA  
Tel. : +62 21 5747043 / 44  
Fax : +62 21 5747045  
E-mail : [sps-2@bsn.or.id](mailto:sps-2@bsn.or.id)

Ms. Erminingsih Haryadi  
National Standardization Agency of Indonesia  
Manggala Wanabakti  
Blok IV, IV Floor  
Jl. Gatot Subroto  
Senayan, Jakarta 10270  
INDONESIA  
Tel. : +62 21 5747043 / 44  
Fax : +62 21 5747045  
E-mail : [sps-2@bsn.or.id](mailto:sps-2@bsn.or.id)

Ms. Sri Irawati Susalit  
National Agency of Drugs & Food Control  
Jl. Percetakan Negara No.23  
Jakarta 10560  
INDONESIA  
Tel. : +62 21 4287 5584  
Fax : +62 21 4253 857  
E-mail : [Iras48@yahoo.com](mailto:Iras48@yahoo.com)

Mr. Syukur Iwantoro  
Centre of Standardization and Accreditation  
Ministry of Agriculture  
Jl. Harsono RM No3 Gedung F  
Ragunan  
Jakarta 12550  
INDONESIA  
Tel. : +62 21 78842042  
Fax : +62 21 78842043  
E-mail : [syukur@agrimitu.com](mailto:syukur@agrimitu.com)

Mr. Akhmad Suhardiyanto  
Ministry of Agriculture  
Departemen Pertanian Gedung F  
Jl. Harsono RM  
Ragunan - Jakarta Selatan  
INDONESIA  
Tel. : +62 21  
Fax : +62 21 7815881

Dr. Sri Mukartini  
Head of Section Hygiene and Sanitation  
Directorate of Veterinary Public Health  
Directorate General of Livestock Services  
Ministry of Agriculture Building C  
8<sup>th</sup> Floor, Jl. Harsono R.M. No 3  
Jakarta Selatan, 12550, INDONESIA  
Tel. : +62 21 782 7488  
Fax : +62 21 781 5780  
E-mail : [srimukartini@hotmail.com](mailto:srimukartini@hotmail.com)

Mr. Pither Noble  
Ministry of Agriculture  
Harsono RM No. 3  
Pasar Minggu  
Jakarta Selatan  
INDONESIA  
Tel. : +62 21 782 7459  
Fax : +62 21 782 7456  
E-mail : [pither@deptan.go.id](mailto:pither@deptan.go.id)

Mr. M. Fauzi Eko Nugroho  
Head of Sub-Directorate of Standardization  
Department of Foreign Affairs  
Jl. Taman Pejambon No. 6  
Jakarta Pusat  
INDONESIA  
Tel. : +62 21 381 4211 ext. 5525  
Fax : +62 21 351 9614  
E-mail : [fauzi56@yahoo.com](mailto:fauzi56@yahoo.com)

Ms. Artati Widiarti  
Directorate General of Capacity Building &  
Marketing  
Directorate of Marketing for Marine & Fisheries  
Products  
Ministry of Marine Affairs and Fisheries  
Jl. MT Haryono Kav. 52-53  
Jakarta Selatan  
INDONESIA  
Tel. : +62 21 7918 0303  
Fax : +62 21 7918 0308  
E-mail : [artati99@dkp.go.id](mailto:artati99@dkp.go.id) /  
[artati99@yahoo.com](mailto:artati99@yahoo.com)

Ms. Ketut Oka Harmini, MM  
Department of Industry and Trade  
Jl. M.I. Ridwan Rais No 5  
Jakarta Pusat  
INDONESIA  
Tel. : +62 21 385 8189  
Fax : +62 21 385 8189  
E-mail :

Ms. Srie Agustina  
Department of Industry and Trade  
Jl. M.I. Ridwan Rais No 5  
Jakarta Pusat  
INDONESIA  
Tel. : +62 21 3442744  
Fax : +62 21 3858211 / 3857338  
E-mail : [Srie@DJPDN.go.id](mailto:Srie@DJPDN.go.id)

Mr Abdullah H. Kusumaningprang  
Minister Councillor (Economic)  
The Embassy of the Republic of Indonesia  
No. 233, Jalan Tun Razak  
50400 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Tel. : +603 2145 2011  
Fax : +603 2141 7908

Mr. Mochammad Rizki Safary  
Second Secretary  
The Embassy of the Republic of Indonesia  
No. 233, Jalan Tun Razak  
50400 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Tel. : +603 2145 2011  
Fax : +603 2141 7908  
E-mail : [kbrikl@po.jaring.my](mailto:kbrikl@po.jaring.my)

Prof. Dr. F.G Winarno  
M.BRIO – Biotekkindo  
Jl. Pajajaran Indah V/1c  
Bogor, West Java  
INDONESIA  
Tel. : +62 251 332 403  
Fax : +62 251 332 403  
E-mail : [fgw@Mbrio-food.com](mailto:fgw@Mbrio-food.com)

Ms. Endang Sulistiyowati Sunaryo  
PT. Indofood Sukses Makmur  
Jl. Ancol I/4-5, Jakarta 14430  
INDONESIA  
Tel. : +62 21 6909 432  
Fax : +62 21 6909 433  
E-mail : [lisyusuf@link.net.id](mailto:lisyusuf@link.net.id)

Ms. Ning Rahayu  
PT. Unilever Indonesia Tbk  
Graha Unilever  
Jl. Gatot Subroto, Jakarta  
INDONESIA  
Tel. : +62 21 5262112 ext 636 / 645  
Fax : +62 21 5262047  
E-mail : [Ning.Rahayu@unilever.com](mailto:Ning.Rahayu@unilever.com)

Mr. Derom Bangun  
Indonesian Palm Oil Produces Association  
(GAPKI)  
40, Jl. Murai II, Tomang Elok Complex  
Medan – 20122  
INDONESIA  
Tel. : +62 61 8473331 / 8473332  
Fax : +62 61 8468851  
E-mail : [gapki@indosat.net.id](mailto:gapki@indosat.net.id)

Mr. Thomas Dharmawan  
GAPMMI  
Komp. Duta Mas Fatmawati DI No . 30  
Jl. RS. Fatmawati  
Jakarta Selatan  
INDONESIA  
Tel. : +62 21 7230090  
Fax : +62 21 7230091  
E-mail : [gapmmi@indosat.net.id](mailto:gapmmi@indosat.net.id)

Mr. Aloysius Hendra Budiardja  
PT. Nestle Indonesia  
Jl. TB. Simatupang Kav. 88  
Jakarta  
INDONESIA  
Tel. : +62 21 78836000  
Fax : +62 21 78836001

Ms. Suwita  
 PT. Smart Tbk  
 BII Plaza / Lantai 14 Menara II  
 Jl. MH. Thamrin Kav 22  
 Jakarta, INDONESIA  
 Tel. : +62 21 3925618  
 Fax : +62 21 3925724

### **JAPAN/JAPON**

Dr. Mitsuhiro Ushio  
 Director for International Food Safety Planning  
 Policy Planning Division  
 Department of Food Safety  
 Pharmaceutical and Food Safety Bureau  
 Ministry of Health, Labour and Welfare  
 1-2-2 Kasumigaseki  
 Chiyoda-ku  
 Tokyo 100-8916  
 JAPAN  
 Tel. : +81 3 5253 1111 ext 2442  
 Fax : +81 3 3503 7965  
 E-mail : ushio-mitsuhiro@mhlw.go.jp

Mr. Hiroyuki Tanaka  
 Food Safety Specialist  
 Office of Health Policy on Newly Developed  
 Foods  
 Policy Planning Division  
 Department of Food Safety  
 Pharmaceutical and Food Safety Bureau  
 Ministry of Health, Labour and Welfare  
 1-2-2 Kasumigaseki  
 Chiyoda-ku  
 Tokyo 100-8916  
 JAPAN  
 Tel. : +81 3 5253 1111 ext. 2458  
 Fax : +81 3 3501 4867  
 E-mail : tanaka-hiroyukith@mhlw.go.jp

Dr. Hiroyuki Ota  
 Deputy Director  
 Standard Division  
 Department of Food Safety  
 Pharmaceutical and Food Safety Bureau  
 Ministry of Health, Labour and Welfare  
 1-2-2 Kasumigaseki  
 Chiyoda-ku  
 Tokyo 100-8916  
 JAPAN  
 Tel. : +81 3 5253 1111 ext. 2484  
 Fax : +81 3 3501 4868  
 E-mail : ota-hiroyuki@mhlw.go.jp

Dr. Yoshifumi Kaji  
 Deputy Director  
 Inspection and Safety Division  
 Department of Food Safety  
 Pharmaceutical and Food Safety Bureau  
 Ministry of Health, Labour and Welfare  
 1-2-2 Kasumigaseki  
 Chiyoda-ku  
 Tokyo 100-8916  
 JAPAN  
 Tel. : +81 3 5253 1111 ext. 2473  
 Fax : +81 3 3503 7964  
 E-mail : kaji-yoshifumi@mhlw.go.jp

Mr. Hagiwara Hidehiko  
 Deputy Director  
 Standards and Labelling Division  
 General Food Policy Bureau  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 1-2-1 Kasumigaseki  
 Chiyoda-ku  
 Tokyo 100-8590  
 JAPAN  
 Tel. : +81 3 5512 1571  
 Fax : +81 3 3501 0580  
 E-mail : hidehiko\_hagiwara@nm.maff.go.jp

Mr. Takeuchi Makoto  
 Deputy Director  
 Processed Food Division  
 Marketing Department  
 Food Agency  
 Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
 1-2-1 Kasumigaseki  
 Chiyoda-ku  
 Tokyo 100-8590  
 JAPAN  
 Tel. : +81 3 5501 3812  
 Fax : +81 3 3591 1692  
 E-mail :  
 makoto\_takeuchi/FA/SYOKURYO@SYOKURY  
 O

Professor Shun Wada, PhD  
 Department Chairperson  
 Department of Food Science and Technology  
 Tokyo University of Fisheries  
 4-5-7 Konan, Minato-ku  
 Tokyo 108-8477  
 JAPAN  
 Tel. : +81 3 5463 0605  
 Fax : +81 3 5463 0626  
 E-mail : wada@tokyo-u-fish.ac.jp

Mr. Toshifumi Fujita  
 Section Chief  
 International Affairs Division  
 Standard and Labelling Department  
 Center for Food Quality, Labelling and  
 Consumers Services Headquarters  
 1-21-2 Kitafukuro-cho  
 Saitama City, Saitama 330-9731  
 JAPAN  
 Tel. : +81 48 600 2375  
 Fax : +81 48 600 2373  
 E-mail :

Dr. Kazuhiko Yamada  
 Director  
 Division of Food Analysis Research  
 National Institute of Health and Nutrition  
 Toyama 1-23-1, Shinjuku-ku  
 Tokyo 162-8636  
 JAPAN  
 Tel. : +81 3 3203 5602  
 Fax : +81 3 3202 3278  
 E-mail : peaceboy@nih.go.jp

Mr. Toda Koichi  
 Technical Advisor  
 Japan Food Industry Center  
 Saikaido Building 7<sup>th</sup> Floor  
 9-13 Akasaka  
 1-chome, Minato-ku  
 Tokyo 107-0052  
 JAPAN  
 Tel. : +81 3 3865 0811  
 Fax : +81 3 3865 0815  
 E-mail : k.toda@sokuseki-kyokai.com

Mr. Hosai Koichiro  
 Technical Advisor  
 Japan Food Industry Center  
 Saikaido Building 7<sup>th</sup> Floor  
 9-13 Akasaka, 1-chome, Minato-ku  
 Tokyo 107-0052  
 JAPAN  
 Tel. : +81 3 3865 0811  
 Fax : +81 3 3865 0815  
 E-mail : [fvbf8260@mb.infoweb.ne.jp](mailto:fvbf8260@mb.infoweb.ne.jp)

Mr. Kawagoe Shinji  
 Technical Advisor  
 Japan Food Industry Center  
 Saikaido Building 7<sup>th</sup> Floor  
 9-13 Akasaka  
 1-chome, Minato-ku  
 Tokyo 107-0052  
 JAPAN  
 Tel. : +81 3 3865 0811  
 Fax : +81 3 3865 0815  
 E-mail : s.kawagoe@sokuseki-kyokai.com

Mr. Toma Koichi  
 Technical Advisor  
 Japan Food Industry Center  
 Saikaido Building 7<sup>th</sup> Floor  
 9-13 Akasaka  
 1-chome, Minato-ku  
 Tokyo 107-0052  
 JAPAN  
 Tel. : +81 3 3865 0811  
 Fax : +81 3 3865 0815  
 E-mail : [fvbf8260@mb.infoweb.ne.jp](mailto:fvbf8260@mb.infoweb.ne.jp)

## REPUBLIC OF KOREA/RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Mr. Kim Jong Soo  
 Assistant Director  
 Ministry of Health & Welfare  
 #1 Joongang, Kwachon  
 Kyonggi 427-721  
 REPUBLIC OF KOREA  
 Tel. : +82 2 504 6233  
 Fax : +82 2 504 1456  
 E-mail : jonsu@mohw.go.kr

Ms. Jae Hee Jang  
 Researcher  
 Korea Food and Drug Administration  
 #5 Nokbun-dong, Eunpyung-ku  
 Seoul  
 REPUBLIC OF KOREA  
 Tel. : +82 2 380 1678  
 Fax : +82 2 380 1680  
 E-mail : [jjhee@kfda.go.kr](mailto:jjhee@kfda.go.kr)

Ms. Woojung Kwon  
 Senior Researcher  
 Korea Food and Drug Administration  
 #5 Nokbun-dong, Eunpyung-ku  
 Seoul  
 REPUBLIC OF KOREA  
 Tel. : +82 2 380 1558  
 Fax : +82 2 383 8321  
 E-mail : codexkorea@kfda.go.kr

Ms. Jeong Weon Kim  
 Senior Researcher  
 Korea Health Industry Development Institute  
 57-1 Noryangjin-dong  
 Dongjak-gu  
 Seoul 156-800  
 REPUBLIC OF KOREA  
 Tel. : +82 2 2194 7402  
 Fax : +82 2 824 1762  
 E-mail : kimjwe@khidi.or.kr

Mr. Soo Hyun Kim  
 Veterinary Officer  
 Ministry of Agriculture & Forestry (MAF)  
 Bilateral Cooperation Division MAF  
 Government Complex  
 #1 Joongang, Kwachon  
 Kyonggi 427-719  
 REPUBLIC OF KOREA  
 Tel. : +82 2 500 1727  
 Fax : +82 2 504 6659  
 E-mail : kimsh@maf.go.kr

Mr. Min Ho Ko  
 Manager  
 Nashing-Shim CO LTD  
 Dang Jung Dong 203-1  
 Gunpo Shin  
 Kyonggido  
 REPUBLIC OF KOREA  
 Tel. : +82 343 450 5716  
 Fax : +82 2 820 2914  
 E-mail : [konrad@nongshim.com](mailto:konrad@nongshim.com)

**LAO PEOPLES DEMOCRATIC  
 REPUBLIC/REPUBLIQUE  
 DEMOCRATIQUE POPULAIRE LAO**

Mr. Nheune Sisavad  
 Chairman of the National Codex Committee of  
 Lao  
 Director of Intellectual Property Standardization  
 and Metrology Department (STEA)  
 LAO PDR  
 Tel. : +  
 Fax : +

Dr. Phommasack Bounlay  
 Deputy Director  
 Hygiene and Prevention Department  
 Ministry of Health  
 LAO PDR  
 Tel. : +856 21 214 010

**MALAYSIA/MALAYSIE**

Ms. Noraini Dato' Mohd. Othman  
 Principal Assistant Director  
 Food Quality Control Division  
 Ministry of Health Malaysia  
 Level 3, Block B  
 Health Offices Complex  
 Jalan Cenderasari  
 50590 Kuala Lumpur  
 MALAYSIA  
 Phone : 603-2694 6601 ext 288  
 Fax : 603-2694 6517  
 E-mail : norainio@hotmail.com

Dr. A'aisah Senin  
 Principal Assistant Director  
 Food Quality Control Division  
 Ministry of Health Malaysia  
 Level 3, Block B  
 Health Offices Complex  
 Jalan Cenderasari  
 50590 Kuala Lumpur  
 MALAYSIA  
 Phone : 603-2694 6601  
 Fax : 603-2694 6517  
 E-mail : [aaisah@moh.gov.my](mailto:aaisah@moh.gov.my)

Mr. Abdul Ghani Abu Samah  
 Food Technologist  
 Food Quality Control Laboratory  
 Km. 1, Jalan Abi Tok Hashim  
 01000 Kangar  
 Perlis  
 MALAYSIA  
 Phone : 604- 9768114  
 Fax : 604-9776369

Dr. Adibah Hani Haron  
 Assistant Director (Vector)  
 State Health Department of Pahang  
 Level 12, Wisma Persekutuan  
 Jalan Gambut  
 25000 Kuantan  
 Pahang  
 MALAYSIA  
 Phone : 609-5528601  
 Fax : 609-5528615  
 E-mail: [Adibah\\_hani\\_haron@hotmail.com](mailto:Adibah_hani_haron@hotmail.com)

Dr. Ainie Hj. Kuntom  
 Head  
 Analytical & Quality Development Unit  
 Malaysia Palm Oil Board (MPOB)  
 P.O. Box 10620  
 50720 Kuala Lumpur  
 MALAYSIA  
 Phone : 603-89252789  
 Fax : 603-89221742  
 E-mail : [ainie@mpob.gov.my](mailto:ainie@mpob.gov.my)

Dr. Amin Ismail  
 Committee Member  
 Nutrition Society of Malaysia (NSM)  
 D/a Division Society of Malaysia  
 Institute for Medical Research  
 50588 Kuala Lumpur  
 MALAYSIA  
 Phone : 603-89437161  
 Fax : 603-89422906

Prof. Dr. Aminah Abdullah  
Deputy Dean  
Faculty of Science and Technology  
National University of Malaysia (UKM)  
43600 Bangi  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-89215420  
Fax : 603-89256086  
E-mail : kama@pkrisc.cc.ukm.my

Mr. Anuar Khabar  
Principal Assistant Secretary  
Cocoa Industry, Tobacco & Mineral Div Ministry  
of Primary Industries  
Level 6 – 8, Menara Dayabumi  
Jalan Sultan Salahuddin  
50654 Kuala Lumpur.  
MALAYSIA  
Phone : 603-2275 6202  
Fax : 603-2274 014  
E-mail : anuar@kpu.gov.my

Dr. Arumugam Lingam a/l Selladurai  
Director  
National Public Health Laboratory  
Block 1853, Kg. Melayu Sungai Buloh  
47000 Sungai Buloh  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-61565109  
Fax : 603-61402248

Dr. Hj. Azmi Hashim, B.C.K  
Health Director  
State Health Department of Perlis  
Km. 1, Jalan Abi Tok Hashim  
01000 Kangar, Perlis  
MALAYSIA  
Phone : 604- 9761072  
Fax : 604-9760764

Dr. Azmi Shafie  
Health Department of Pulau Pinang  
Level 37, Komtar  
Pulau Pinang  
Phone : 604-2625533  
Fax : 604-2613508

Dr. Azriman Rosman  
Principal Assistant Director  
Food Quality Control Division  
Ministry of Health Malaysia  
Level 3, Block B  
Health Offices Complex  
Jalan Cenderasari  
50590 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-2694 6601 ext 286  
Fax : 603-2694 6517  
E-mail : azriman@moh.gov.my

Ms. Badariah Mohd. Ali  
Head  
Fish Quarantine Management and Quality Control  
Section  
Department of Fisheries,  
47200 Subang  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-78465143  
Fax : 603-78465149  
E-mail : badariah01@hotmail.com

Dr. Che Azlan Shah Shaari  
Senior Health Officer  
KLIA Health Office  
Level 1, Airport Management Center  
KLIA, 64000 Sepang  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-8776 8399  
Fax : 603-8787 2054

Mr. Chin Cheow Keat  
Principal Assistant Director  
Food Quality Control Division  
Ministry of Health Malaysia  
Level 3, Block B  
Health Offices Complex  
Jalan Cenderasari  
50590 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-2694 6601  
Fax : 603-2694 6517  
E-mail : chin@dph.gov.my

Miss Chin Hui Han  
Research Officer  
Chemical and Technology Division  
Cocoa Board Malaysia  
Lot 3, Jalan P/9B  
Bandar Baru Bangi  
43650 Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-89267800 ext. 218  
Fax : 603-89255386  
E-mail : [hhchin@koko.gov.my](mailto:hhchin@koko.gov.my)

Mr. Danny Wee Kong Heng  
Malaysia Association of Environmental Health  
(MAEH)  
Public Health Institute  
Jalan Bangsar  
46730 Petaling Jaya  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-22821333  
Fax : 603-22823114

Mr. David Lau Chien Loung  
Food Technologist  
State Health Department of Sarawak  
Jalan Tun Abang Hj. Openg  
93590 Kuching  
Sarawak  
MALAYSIA  
Phone : 082-417995  
Fax : 082-258849  
E-mail : [david.lau@sarawak.health.gov.my](mailto:david.lau@sarawak.health.gov.my)

Miss Eunice Choa  
Federation of Malaysian Manufacturers (FMM)  
FMM-MAFMAG  
Wisma FMM, No. 3, Persiaran Dagang  
PJU 9, Bandar Sri Damansara  
52000 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-6276 1211  
Fax : 603-6277 6714

Mr. G. Sivasupramaniam  
Department of Veterinary Services  
Level 8 & 9, Wisma Chase Perdana  
Off Jalan Semantan,  
50630 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-2094 0077 ext. 190  
Fax : 603-2094 1771  
E-mail : [siva@jph.gov.my](mailto:siva@jph.gov.my)

Mr. Goh See Ben  
Health Inspector  
Health Department of Negeri Sembilan  
Jalan Lee Sam  
70590 Seremban  
Negeri Sembilan  
MALAYSIA  
Phone : 606-7635231/2/3  
Fax : 606-7675506  
E-mail : [nsna148@moh.gov.my](mailto:nsna148@moh.gov.my)

Miss Hanisah Hussin  
Assistant Secretary  
Commodity Development Division  
Ministry of Agriculture  
Wisma Tani, Jalan Sultan Salahuddin,  
50624 Kuala Lumpur.  
MALAYSIA  
Phone : 603-26954330  
Fax : 603-26944008  
E-mail : [hanisah@agri.moa.my](mailto:hanisah@agri.moa.my)

Dr. Hayati Abdullah  
Deputy Director  
Health Department  
Dewan Bandaraya Kuala Lumpur  
Km. 4, Jalan Cheras  
56100 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-9845166 ext 137 / 92006442  
Fax : 603-92006441  
E-mail : [hayati@dbkl.gov.my](mailto:hayati@dbkl.gov.my)

Mr. Hooi Jee Lok  
Head  
Food Section  
Department of Chemistry  
Jalan Sultan  
46661 Petaling Jaya,  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-7956 9522  
Fax : 603-7955 6764  
E-mail : [jlhooi@kimia.gov.my](mailto:jlhooi@kimia.gov.my)

Mr. Ibrahim Abu Bakar  
Food Technologist  
State Health Department of Pahang  
Level 12, Wisma Persekutuan  
Jalan Gambut  
25000 Kuantan  
Pahang  
Phone : 609-5161366  
Fax : 609-5135528

Mr. Ibrahim Baba  
Chief Health Inspector  
Ministry of Health Malaysia  
Level 1, Block B  
Health Offices Complex  
Jalan Cenderasari  
50590 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-26946601 ext 281  
Fax : 603-26946603  
E-mail : [ibrahim@dph.gov.my](mailto:ibrahim@dph.gov.my)

Mr. Ismail Ishak  
Senior Research Officer  
Marine Biotechnology  
Fisheries Research Institute  
Malaysian Fisheries Department  
Batu Maung  
11960 PULAU PINANG  
MALAYSIA  
Phone : 604-6263925  
Fax : 603-6262210  
Email : [anasofiah@hotmail.com](mailto:anasofiah@hotmail.com)

Mr. Jaafar Idris  
Nutritionist  
Family Health Development Division  
Ministry of Health Malaysia  
Level 2, Block B, Health Offices Complex  
Jalan Cenderasari  
50590 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-26946601 ext 224  
Fax : 603-26946517

Dr. Haji Jalal Halil Khalil  
Director  
State Health Department of Malacca  
Level 6, Wisma Persekutuan  
Jalan Hang Tuah  
75300 Malacca  
MALAYSIA  
Phone : 606-2828344  
Fax : 606-2839233  
E-mail : [kesima@po.jaring.my](mailto:kesima@po.jaring.my)

Mr. Jamal Khair Hashim  
Principal Assistant Director  
Food Quality Control Division  
Ministry of Health Malaysia  
Level 3, Block B  
Health Offices Complex  
Jalan Cenderasari  
50590 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-2694 6601  
Fax : 603-2694 6517  
E-mail : [jamal@moh.gov.my](mailto:jamal@moh.gov.my)

Mr. Jumali Suratman  
Chemical and Technology Division  
Cocoa Board Malaysia  
Lot 3, Jalan P/9B  
Bandar Baru Bangi  
43650 Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-89267800  
Fax : 603-89255386  
E-mail : [jumali@koko.gov.my](mailto:jumali@koko.gov.my)

Mr. Junaidi Che Ayub  
Deputy Director General  
Department of Fisheries  
Tingkat 8, Wisma Tani,  
Jalan Sultan Salahuddin,  
50624 Kuala Lumpur.  
MALAYSIA  
Phone : 603-26987171  
Fax : 603-26979744  
E-mail : [tkpp01@dof.moa.my](mailto:tkpp01@dof.moa.my)

Mr. Kamaruzzaman Othman  
Principal Assistant Secretary  
Commodity Development Division  
Ministry of Agriculture  
Wisma Tani, Jalan Sultan Salahuddin,  
50624 Kuala Lumpur.  
MALAYSIA  
Phone : 603-26954331  
Fax : 603-26944008

Mr. Khairuddin Mohd Tahir  
Chief Executive Officer (CEO)  
Tropical Fruits Network (TFNet)  
MARDI Headquarter  
P.O 12301, Main Post Office  
50774 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-89416590  
Fax : 603-89416589  
E-mail : [khair63@mailcity.com](mailto:khair63@mailcity.com)

Mr. Khairul Adib A. Rahman  
Conservation and Environment Management  
Ministry of Science Technology and Environment  
(MOSTE)  
Level 24-26, 100 Putra Place  
Jalan Putra  
Pusat Pentadbiran Kerajaan Persekutuan  
62602 Putra Jaya  
MALAYSIA  
Phone : 603-88858036  
Fax : 603-  
E-mail : [adib@mastic.gov.my](mailto:adib@mastic.gov.my)



Ms. Khatijah Idris  
Committee Member  
Nutrition Society of Malaysia (NSM)  
D/a Division Society of Malaysia  
Institute for Medical Research  
50588 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-89437161  
Fax : 603-89422906

Mr. L. Krishnan  
Federation of Malaysian Manufacturers (FMM)  
FMM-MAFMAG  
Wisma FMM, No. 3, Persiaran Dagang  
PJU 9, Bandar Sri Damansara  
52000 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-6276 1211  
Fax : 603-6277 6714

Miss Leong Oi Po  
Federation of Malaysian Manufacturers (FMM)  
FMM-MAFMAG  
Wisma FMM, No. 3, Persiaran Dagang  
PJU 9, Bandar Sri Damansara  
52000 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-6276 1211  
Fax : 603-6277 6714

Dr. M. Sivamoorthy  
Department of Veterinary Services  
Level 8 & 9, Wisma Chase Perdana  
Off Jalan Semantan,  
50630 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-2094 0077 ext. 168  
Fax : 603-2094 3904  
E-mail : moorthy@jph.gov.my

Ms. Mahani Tan Abdullah  
Principal Assistant Secretary  
Multilateral Affair Division  
Ministry of International Trade and Industry  
(MITI), Level 5, Block 10  
Government Office Complex, Jalan Duta  
50622 Kuala Lumpur  
MALAYSIA

Ms. Mariam Abdul Latif  
Department of Food Technology  
Fac. of Food Science and Biotechnology  
Universiti Putra Malaysia  
43300 Serdang, Selangor  
MALAYSIA  
E-mail : mariamlatif@hotmail.com

Mr. Mohamad Jefri Crossley  
Food Technologist  
Health Department of Negeri Sembilan  
Jalan Lee Sam,  
70590 Seremban  
Negeri Sembilan  
MALAYSIA  
Phone : 606-7635231/2/3  
Fax : 606-7675506  
E-mail : nsna108@moh.gov.my

Mr. Mohamad Noh Samik  
Agriculture Department  
Level 6, Wisma Tani  
Jalan Sultan Salahuddin  
50632 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-26940142  
Fax : 603-26946635 / 26947151

Mr. Mohd Salleh Ma'amor  
Principal Assistant Secretary  
Strategy Development & Corporate Div  
Ministry of Primary Industries  
Level 6 – 8, Menara Dayabumi  
Jalan Sultan Salahuddin  
50654 Kuala Lumpur.  
MALAYSIA  
Phone : 603-2275 6205  
Fax : 603-2274 014  
E-mail : salleh@kpu.gov.my

Mr. Mohd. Azhar Abdul Aziz  
Food Technologist  
State Health Department of Terengganu  
Level 5, Wisma Persekutuan  
Jalan Sultan Ismail  
Kuala Terengganu  
Terengganu  
MALAYSIA  
Phone : 609-6231190  
Fax : 609-6231190

Mr. Mohd. Salim Dulatti  
Principal Assistant Director  
Food Quality Control Division  
Ministry of Health Malaysia  
Level 3, Block B  
Health Offices Complex  
Jalan Cenderasari  
50590 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-2694 6601  
Fax : 603-2694 6517  
E-mail : salim@moh.gov.my

En. Mohd. Yusri  
Pharmaceutical Division  
Ministry of Health Malaysia  
Key Bag No. 924  
Post Office, Jalan Sultan  
46790 Petaling Jaya  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-7968 2230  
Fax : 603-7968 2222

Mr. N. Balasubramanian  
Secretary  
Strategy Development & Corporate Div.  
Ministry of Primary Industries  
Level 6 - 8, Menara Dayabumi  
Jalan Sultan Hishamuddin  
50050 Kuala Lumpur.  
MALAYSIA  
Phone : 603-2275 6168  
Fax : 603-2274 5014  
E-mail : bala@kpu.gov.my

Mr. Ng Kim Keat  
Nestle House  
4, Lorong Pesiaran Barat  
46200 Petaling Jaya, Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-7954466  
Fax : 603-79573645 / 79550992  
E-mail : Ng.Kim.Keat@my.nestle.com

Assoc. Prof. Dr. Nik Ismail Nik Daud  
President  
Malaysian Institute of Food Technology (MIFT)  
Food Quality Research Unit (UNIQEQ)  
Fakulti Sains Hayat  
National University of Malaysia  
43600 Bangi  
Selangor.  
MALAYSIA  
Phone : 603-89293224  
Fax : 603-89252115

Dr. Noorimi Hj. Morad  
Director  
State Health Department of Kedah  
Jalan Perak  
Off Seberang Jalan Putra  
05150 Alor Setar  
Kedah  
MALAYSIA  
Phone : 604-7333151  
Fax : 604-7314936 / 7306421

Ms. Nor Aini Sudin  
Head  
Advisory Service Technical Unit  
Malaysia Palm Oil Board (MPOB)  
P.O. Box 10620  
50720 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-89259432  
Fax : 603-89259446  
E-mail : noraini@mpob.gov.my

Ms. Nik Shabnam Nik Mohd Salleh  
Principal Assistant Director  
Food Quality Control Division  
Ministry of Health Malaysia  
Level 3, Block B  
Health Offices Complex  
Jalan Cenderasari  
50590 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-2694 6601  
Fax : 603-2694 6517  
E-mail : [shabnam@moh.gov.my](mailto:shabnam@moh.gov.my)

Dr. Noraini Mohd. Khalid  
Deputy Director  
Malaysian Agriculture Research & Development  
Institute(MARDI)  
P.O. Box 12301, General Post Office  
50774 KUALA LUMPUR.  
MALAYSIA  
Phone : 603-89437722  
Fax : 603-89422906  
E-mail : noramk@mardi.my

Ms. Norrani Eksan  
Principal Assistant Director  
Food Quality Control Division  
Ministry of Health Malaysia  
Level 3, Block B, Health Offices Complex  
Jalan Cenderasari  
50590 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-2694 6601  
Fax : 603-2694 6517  
E-mail : [norrani@moh.gov.my](mailto:norrani@moh.gov.my)

Mr. Othman Mohd Yusoff  
Federation of Malaysian Manufacturers (FMM)  
FMM-MAFMAG  
Wisma FMM, No. 3, Persiaran Dagang  
PJU 9, Bandar Sri Damansara  
52000 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-6276 1211  
Fax : 603-6277 6714

Dr. Param Jeeth Singh  
Health Officer  
Port Health Office  
Persiaran Raja Muda Musa  
42000 Port Klang  
Selangor  
MALAYSIA  
hone : 603-31686364  
Fax : 603-31684171  
E-mail : [pkpklang@tm.net.my](mailto:pkpklang@tm.net.my)

Dr. Prathapa Senan a/l P.V.C. Pillai  
Director  
State Health Department of Johore  
Level 3 & 4, Block B,  
Wisma Persekutuan  
Jalan Air Molek  
80590 Johor Bahru  
Johore  
MALAYSIA  
Phone : 607-2245086  
Fax : 607-2232603

Mr. R. Venugopal  
Director  
Economic & Industrial Develop. Div. Malaysian  
Palm Oil Board (MPOB)  
Lot 6, SS 6, Jalan Perbandaran  
47301 Kelana Jaya  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-7803 7192  
Fax : 603-7803 3533  
E-mail : [venu@mpob.gov.my](mailto:venu@mpob.gov.my)

Miss Radha Krishnasamy  
Federation of Malaysian Manufacturers (FMM)  
FMM-MAFMAG  
Wisma FMM, No. 3, Persiaran Dagang  
PJU 9, Bandar Sri Damansara  
52000 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-6276 1211  
Fax : 603-6277 6714  
E-mail : [radha@fmm.org.my](mailto:radha@fmm.org.my)

Dr. Rahimah Ariffin  
Health Department of Selangor  
Level 10, Wisma Masalam  
Lot 1, Jl.Tengku Ampuan Zabedah C9/C  
40100 Shah Alam  
SELANGOR  
Phone : 603-5518 6007  
Fax : 603-5518 6005

Ms. Rozita Baharuddin  
Head  
Quality Control Unit  
Malaysian Palm Oil Board (MPOB)  
Lot 6, SS 6, Jalan Perbandaran  
47301 Kelana Jaya  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-7800 2956  
Fax : 603-7806 1485  
E-mail : [rozita@mpob.gov.my](mailto:rozita@mpob.gov.my)

Ms. Sahrah Ismail  
Federation of Malaysian Manufacturers (FMM)  
FMM-MAFMAG  
Wisma FMM, No. 3, Persiaran Dagang  
PJU 9, Bandar Sri Damansara  
52000 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-6276 1211  
Fax : 603-6277 6714

Prof. Dr. Salam Babji  
School of Chemical Sciences and Food  
Technology  
Faculty of Science and Technology  
National University of Malaysia (UKM)  
43600 Bangi, Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-620 17309 / 892 15988  
Fax : 603-8921 3232  
E-mail : [doging@pkriscc.ukm.my](mailto:doging@pkriscc.ukm.my)

Ms. Saleha A. Jalil  
Manager  
National Standard Development  
SIRIM Bhd  
1, Persiaran Dato' Menteri  
Peti Surat 7035  
40911 Shah Alam  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-55446300  
Fax : 603-55106389  
E-mail : [saleha\\_a.jalil@sirim.my](mailto:saleha_a.jalil@sirim.my)

Ms. Seri Azalina Mohd Ghazali  
Executive  
National Standard Development Section  
SIRIM Bhd  
1, Persiaran Dato' Menteri  
Peti Surat 7035  
40911 Shah Alam  
Selangor  
MALAYSIA

Dr. Shafie Ooyub  
Director  
Disease Control Division  
Ministry of Health Malaysia  
Level 2, Block A  
Statistic Building  
Jalan Cenderasari  
50590 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-26946382  
Fax : 603-26946390  
E-mail : [sooyub@dph.gov.my](mailto:sooyub@dph.gov.my)

Ms. Hjh. Shamsiah Muhammad  
Director  
Pesticide Control Division  
Agriculture Department  
Jalan Gallagher  
50480 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-26977220  
Fax : 603-26977225

Ms. Shamsinar Datuk Abdul Talib  
Principal Assistant Director  
Food Quality Control Division  
Ministry of Health Malaysia  
Level 3, Block B  
Health Offices Complex  
Jalan Cenderasari  
50590 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-2694 6601 ext 253  
Fax : 603-2694 6517  
E-mail : [sat135@hotmail.com](mailto:sat135@hotmail.com)

Ms. Sharidah Yusoff  
Nestle House  
4, Lorong Pesiaran Barat  
46200 Petaling Jaya, Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-7954466 ext. 6317  
Fax : 603-79573645 / 79550992  
E-mail : [Sharidah.Yusoff@my.nestle.com](mailto:Sharidah.Yusoff@my.nestle.com)

Ms. Sharizat Ahmad  
Principal Assistant Director  
Food Quality Control Division  
Ministry of Health Malaysia  
Level 3, Block B  
Health Offices Complex  
Jalan Cenderasari  
50590 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-2694 6601  
Fax : 603-2694 6517  
E-mail : [sharizat@moh.gov.my](mailto:sharizat@moh.gov.my)

Ms. Siti Norjinah Moin  
President  
Malaysian Breast Feeding Association  
7A Jalan Kolam Air  
Kg. Klang Gate Baru  
53100 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-4105 3872 / 41073678  
Fax : 603-4107 2862

Mr. Sivananthan Balan  
Consultant  
Federation of Malaysia Consumer Association  
(FOMCA),  
No. 24, Jalan SS 1/22A  
47300 Petaling Jaya,  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-7877 4741  
Fax : 603-7873 0636  
E-mail : [eracons@tm.net.my](mailto:eracons@tm.net.my)

Mr. Som Chai s/o Choi  
Department of Chemistry  
Jalan Sultan  
46661 Petaling Jaya,  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-7956 9522  
Fax : 603-7955 6764  
E-mail : [csom@kimia.gov.my](mailto:csom@kimia.gov.my)

Prof. Dr. Suhaila Mohamed  
Lecturer  
Department of Food Science  
Faculty of Food Science and Biotechnology  
University Putra Malaysia  
43400 Serdang  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-89486391  
Fax : 603-89423552  
E-mail : [suhaila@fsb.upm.edu.my](mailto:suhaila@fsb.upm.edu.my)

Miss Tan Quie Eng  
Federation of Malaysian Manufacturers (FMM)  
FMM-MAFMAG  
Wisma FMM, No. 3, Persiaran Dagang  
PJU 9, Bandar Sri Damansara  
52000 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-6276 1211  
Fax : 603-6277 6714

Mr. Tang Thin Sue  
Senior Research Officer  
Malaysia Palm Oil Board (MPOB)  
P.O. Box 10620  
50720 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-8925  
Fax : 603-8922 9446  
E-mail : [tas@mpob.gov.my](mailto:tas@mpob.gov.my)

Mr. Tee Chin Tiam  
Federation of Malaysian Manufacturers (FMM)  
FMM-MAFMAG  
Wisma FMM, No. 3, Persiaran Dagang  
PJU 9, Bandar Sri Damansara  
52000 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-6276 1211  
Fax : 603-6277 6714

Dr. Tee E Siong  
President  
Nutrition Society of Malaysia (NSM)  
D/a Division Society of Malaysia  
Institute for Medical Research  
50588 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-89437161  
Fax : 603-89422906  
E-mail : [tees@hotmail.com](mailto:tees@hotmail.com)

Mr. Tee Eng Ong  
Health Inspector  
Public Health Institute (IKU)  
Jalan Bangsar  
46730 Petaling Jaya  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-22821333  
Fax : 603-22823114  
E-mail : [estee@yahoo.com](mailto:estee@yahoo.com)

Mr. Teo Beng Leong  
Group Quality Assurance Manager  
Nestle House  
4, Lorong Pesiaran Barat  
46200 Petaling Jaya, Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-79596413 / 7954466  
Fax : 603-79573645 / 79550992  
E-mail : [Teoh.Beng.Leong@my.nestle.com](mailto:Teoh.Beng.Leong@my.nestle.com)

Dr. Vincent Ng In Hooi  
Director  
Production Division  
Department of Veterinary Services  
Block A, Level 8 & 9,  
Wisma Chase Perdana  
Off Jalan Semantan  
Bukit Damansara  
50630 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone: 603-20921872/20924007ext. 187  
Fax : 603-2092 1871  
E-mail : [vincent@jph.gov.my](mailto:vincent@jph.gov.my)

Ms. Wee Bee Wah  
Food Technologist  
State Health Department of Selangor  
Level 10, Wisma Masalam  
Lot 1, Jl.Tengku Ampuan Zabedah C9/C  
40100 Shah Alam  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-5518 6023  
Fax : 603-5518 6695

Mr. Wong Hon Hoon  
Department of Chemistry  
Jalan Sultan  
46661 Petaling Jaya,  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-7956 9522  
Fax : 603-7955 6764  
E-mail : [hhwong@kimia.gov.my](mailto:hhwong@kimia.gov.my)

Mr. Wong Yee Wah  
Technical Director  
Dutch Lady Milk Industries Bhd. Federation of  
Malaysian Manufacturers (FMM)  
13, Jalan Semangat  
46710 Petaling Jaya  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-7956 7477  
Fax : 603-7958 4055  
E-mail : [wyw@dutchlady.com.my](mailto:wyw@dutchlady.com.my)

Dr. Yahya Baba  
Deputy Director  
Food Quality Control Division  
Ministry of Health Malaysia  
Level 3, Block B,  
Health Offices Complex  
Jalan Cenderasari  
50590 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-2694 6601 ext 230  
Fax : 603-2694 6517  
E-mail : yahya@moh.gov.my

Mr. Yap Boon Teong  
Stancodex Sdn. Bhd.  
PLO1, Kawasan Perindustrian Parit Raja  
86400 Parit Raja  
Batu Pahat  
Johor  
MALAYSIA  
Tel : 07-4541433  
Fax : 07-4541455

Ms. Yeoh Gim Bee  
Under Secretary  
Commodity Development Division  
Ministry of Agriculture  
Wisma Tani, Jalan Sultan Salahuddin,  
50624 Kuala Lumpur.  
MALAYSIA  
Phone : 603-26954109  
Fax : 603-26944008  
E-mail : gbyeoh@agri.moa.my

Mr. Yong Liew  
Malaysia Association of Environmental Health  
(MAEH)  
Public Health Institute  
Jalan Bangsar  
46730 Petaling Jaya  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-2284 8160  
Fax : 603-2282 829

Ms. Hjh. Zahara Merican  
Technical Service Center  
Malaysian Agriculture Research & Development  
Institute (MARDI)  
Peti Surat 12301  
Pejabat Pos Besar  
50774 Kuala Lumpur.  
MALAYSIA  
Phone : 603-89437754  
Fax : 603-89422906  
E-mail : zmerican@mardi.my

Dr. Zahari Che Dan  
Director  
State Health Department of Terengganu  
Level 5, Wisma Persekutuan  
Jalan Sultan Ismail  
Kuala Terengganu  
Terengganu  
Phone : 609-6222007  
Fax : 609-6235001

Dr. Zainal Che Mee  
District Health Officer  
Padang Terap Health Office  
06300 Kuala Nerang  
Kedah  
MALAYSIA  
Phone : 604-7866094  
Fax : 604-7866507  
E-mail : kespt@tm.net.my

Dr. Zainol Ariffin Pawanchee  
Director  
Health Department  
Dewan Bandaraya Kuala Lumpur  
Batu 22, KM.6, Jalan Cheras  
56100 Cheras  
Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Phone : 603-92857317  
Fax : 603-92857295  
E-mail : jk@dbkl.gov.my

Ms. Zainon Othman  
Research Officer  
Malaysia Institute on Nuclear Technology  
(MINT)  
PUSPATI Complex  
43000 Bangi  
SELANGOR DARUL EHSAN  
Phone : 603-89250510 ext 1432  
Fax : 603-89282956  
E-mail : zainon@mint.gov.my

Dr. Zaiton Hassan  
Lecturer  
Faculty of Food Science and Biotechnology  
University Putra Malaysia  
43400 Serdang  
Selangor  
MALAYSIA  
Phone : 603-8946 8392  
Fax : 603-8942 3552  
E-mail : zaihas@fsb.upm.edu.my

Ms. Zaleenah Zainuddin  
 Selangor Food Quality Control Laboratory, Level  
 1 & 2  
 Hospital Lama, Klinik Anika  
 Jalan Pegawai  
 41000 Klang  
 Selangor  
 MALAYSIA  
 Phone : 603-3371 8822  
 Fax : 603-3373 7154

Dr. Zaliha Abdullah  
 Department of Veterinary Services  
 Block A, Level 8 & 9, Exchange Square,  
 Off Jalan Semantan,  
 50630 Kuala Lumpur  
 MALAYSIA  
 Phone : 603-20924007  
 Fax : 603-2092 1871  
 E-mail : [zaliha@jph.gov.my](mailto:zaliha@jph.gov.my)

#### **NEPAL**

Dr. Tika Karki  
 Director General  
 Department of Food Technology and Quality  
 Control  
 Babar Mahal, Kathmandu  
 NEPAL  
 Tel. : +977 1 262 369  
 Fax : +977 1 262 337  
 E-mail : [tika\\_bdr@tbk.wlink.com.np](mailto:tika_bdr@tbk.wlink.com.np)

#### **PAKISTAN**

Mr. Muhammad Saleem  
 Nutrition Division  
 National Institute of Health  
 Islamabad  
 PAKISTAN  
 Tel. : ++ 9255 079  
 Fax : +9255 099

#### **PHILIPPINES**

Mr. Gilberto F. Layese  
 OIC-Director  
 Bureau of Agriculture and Fisheries Product  
 Standards (BAFPS)  
 BPI Compound  
 Visayas Avenue  
 Diliman, Quezon City 1101  
 PHILIPPINES  
 Tel. : +(632) 920 6131/32/33  
 Fax : +(632) 920 6134  
 E-mail : [bafps@yahoo.com](mailto:bafps@yahoo.com)

Dr. Elias E. Escueta  
 Director  
 Philippine Association of Food Technologists  
 (PAFT)  
 Unit 720, 7<sup>th</sup> Floor Cityland Shaw Tower  
 Shaw Blvd. Ortigas Center  
 Mandaluyong City  
 PHILIPPINES  
 Tel. : +(632) 637 4632  
 Fax : +(632) 637 4632  
 E-mail : [eescueta@apac.ko.com](mailto:eescueta@apac.ko.com)

Prof. Maria Concepcion C. Lizada  
 Postharvest Horticulture Training and Research  
 Center  
 University of the Philippines at Los Banos  
 College Los Banos Laguna  
 4031 PHILIPPINES  
 Tel. : +(6349) 536 7899  
 Fax : +(6349) 536 7899  
 E-mail : [mcclizada@eudoramail.com](mailto:mcclizada@eudoramail.com)

Felisa Fe T. Reyes  
 Research and Development Manager  
 Franklin Baker Co. of the Philippines  
 Maharlika Highway  
 San Pablo City Laguna  
 4000 PHILIPPINES  
 Tel. : +(6349) 562 7749  
 Fax : +(6349) 562 0281  
 E-mail : [ftreyes@infor.com.ph](mailto:ftreyes@infor.com.ph)

#### **SINGAPORE**

Dr. Chew Siang Thai  
 Deputy Director (Veterinary Public Health)  
 Food & Veterinary Administration  
 Agri-Food & Veterinary Authority of Singapore  
 51 Jalan Buroh  
 SINGAPORE 619495  
 Tel. : +(65) 6267 0826  
 Fax : +(65) 6265 0784  
 E-mail : [chew\\_siang\\_thai@ava.gov.sg](mailto:chew_siang_thai@ava.gov.sg)

Dr. Paul Chiew King Tiong  
 Assistant Director (Inspection Services &  
 Epidemiology)  
 Food & Veterinary Administration  
 Agri-Food & Veterinary Authority of Singapore  
 51 Jalan Buroh  
 SINGAPORE 619495  
 Tel. : +(65) 6267 0820  
 Fax : +(65) 6265 0784  
 E-mail : [paul\\_chiew@ava.gov.sg](mailto:paul_chiew@ava.gov.sg)

Mr. Chu Sin-I  
 Head  
 Food Legislation & Factory Control Branch  
 Food & Veterinary Administration  
 Agri-Food & Veterinary Authority of Singapore  
 5 Maxwell Road  
 #18-00 Tower Block, MND Building  
 SINGAPORE 069110  
 Tel. : +(65) 6325 8582  
 Fax : +(65) 6324 4563  
 E-mail : chu\_sin-i@ava.gov.sg

### **SRI LANKA**

Dr. C. K. Shanmugarajah  
 Director Environment & Occupational Health  
 Min. of Health, Nutrition and Welfare  
 385 Deans Road, Colombo 10  
 SRI LANKA  
 Phone : +94 1 672 004  
 Fax : +94 1  
 E-mail : shanraj@slt.net.sk.

Mr. S. Nagiah  
 Chief Food and Drugs Inspector  
 Food Control Adm. Unit  
 Ministry of Health  
 SRI LANKA  
 Phone : +94 1 672 073  
 Fax : +94 1 672 073  
 E-mail : [foodadmin@slt.net.lk](mailto:foodadmin@slt.net.lk)

### **THAILAND/THAÏLANDE**

Assoc. Prof. Dr. Songsak Srianujata  
 Head of Delegation  
 Director, Institute of Nutrition  
 Mahidol University  
 THAILAND  
 Phone : + 662 441 9740  
 Fax : +662 441 9344  
 E-mail : [directnu@mahidol.ac.th](mailto:directnu@mahidol.ac.th) /  
[rassn@mahidol.ac.th](mailto:rassn@mahidol.ac.th)

Dr. Chanin Charoenpong  
 Expert in Food Standard  
 The Food and Drug Administration  
 Ministry of Public Health  
 THAILAND

Miss Metanee Sukontarug  
 Director  
 Office of the National Codex Alimentarius  
 Committee  
 Thai Industrial Standards Institute  
 Ministry of Industry  
 THAILAND  
 Phone : + 662 202 3440  
 Fax : +662 248 7987  
 E-mail : [metanee@tisi.go.th](mailto:metanee@tisi.go.th)

Mr. Pisit Rangsaritwutikul  
 Standards Officer 8  
 Thai Industrial Standards Institute  
 Ministry of Industry  
 THAILAND  
 Phone : + 662 202 3438  
 Fax : + 662 248 7987  
 E-mail : [pisitr@tisi.go.th](mailto:pisitr@tisi.go.th)

Mr. Wichian Voraputhaporn  
 Assistant Professor  
 Faculty of Technology  
 Khon kaen University  
 THAILAND  
 Phone : + 664 323 9329  
 Fax : +664 334 3182  
 E-mail : cwivov@kku.ac.th

Ms. Ruamporn Ridthiprasart  
 Third Secretary  
 Department of Economic Affairs  
 Ministry of Foreign Affairs  
 THAILAND  
 Phone : + 662 643 5000  
 Fax : +662 643 5236  
 E-mail : ruampornr@mfa.go.th

Mrs Passarapa Kaewnern  
 Department of Fisheries  
 Ministry of Agriculture and Cooperatives  
 THAILAND  
 Phone : + 662-5580150-5  
 Fax : +662-5580140  
 E-mail : passaras@fisheries.co.th

Miss Nuttha Prathuangsuksri  
 Thai Food Processors' Association  
 THAILAND  
 Phone : + 662 261 2684 - 6  
 Fax : +662 261 2996 - 7  
 E-mail : [Thaifood@thaifood.org](mailto:Thaifood@thaifood.org)

Miss Pojjanee Paniangvait  
 The Federation of Thai Industries  
 THAILAND  
 Phone : + 662 374 4730  
 Fax : +662 374 2174  
 E-mail : [pojjanee@mama.th.com](mailto:pojjanee@mama.th.com)



Miss Huai Hui Lee  
The Federation of Thai Industries  
THAILAND  
Phone : + 662 261 2684 - 6  
Fax : +662 261 2996 - 7  
E-mail : Thaifood@thaifood.org

### **VIET NAM**

Mr. Nguyen Tu Cuong  
Director  
National Fisheries Inspection & Quality  
Assurance Center (NAFIQACEN)  
Ministry of Fisheries of Vietnam  
10 – Nguyen Cong Hoan Str.  
Ba Dinh District  
Hanoi  
VIETNAM  
Phone : +84 4 831 0983 / 8154  
Fax : +84 4 831 7221  
E-mail : najiqacen@hn.vnn.vn

Mr. Le Duy Binh  
Deputy Director  
National Fisheries Inspection & Quality  
Assurance Center (NAFIQACEN) Branch 4  
30 Ham Nghi Avenue  
District 1, Ho Chi Minh City  
VIETNAM  
Phone : +84 8 821 2613  
Fax : +84 8 821 6627  
E-mail : naji4@hcm.vnn.vn

Mr. Chu Quoc Lap  
Deputy Director  
Food Administration (FA)  
Ministry of Health  
138A Giang Vo  
Hanoi  
VIETNAM  
Phone : +84 4 846 4490  
Fax : +84 4 846 3739  
E-mail : cucqltp@hn.vnn.vn

### **OBSERVER COUNTRIES/PAYS AYANT LE STATUT D'OBSERVATEUR**

#### **AUSTRALIA/AUSTRALIE**

Dr. San Ng  
Manager  
Australian Quarantine and Inspection Service,  
Department of Agriculture, Fisheries and  
Forestry-Australia  
GPO Box 858, Canberra ACT 2601  
AUSTRALIA  
Phone : +61 2 6272 4574  
Fax : +61 2 6271 6522  
E-mail : san.ng@aqis.gov.au

Dr. Judy Cunningham  
Senior Nutritionist, Monitoring & Evaluation  
Program  
Food Standards Australia New Zealand  
PO Box 7186  
Canberra BC ACT 2601  
AUSTRALIA  
Phone : +61 2 6271 2213  
Fax : +61 2 6271 2290  
E-mail : judy.cunningham@foodstandards.gov.au

Ms. Ann Backhouse  
Manager  
Agriculture, Fisheries and Forestry- Australia  
Codex Australia  
CPO Box 858  
Canberra ACT 2601  
AUSTRALIA  
Phone : +61 2 6272 5692  
Fax : +61 2 6272 3103  
E-mail : Ann.backhouse@affa.gov.au

#### **CANADA**

Dr. Anne MacKenzie  
Associate Vice President  
Science Evaluation  
Canadian Food Inspection Agency  
59 Camelot Drive  
Ottawa, Ontario K1A 0Y9  
CANADA  
Phone : + 613 225 2342  
Fax : +613 228 6638  
E-mail : amackenzie@inspection.gc.ca

**UNITED STATES OF  
AMERICA/ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Mr. Stephen Hawkins  
International Affair Specialist  
United States Codex Office  
U.S. Department of Agriculture  
14<sup>th</sup> and Independence Avenue, SW  
Room 4861 – South Agriculture Building  
Washington, DC 20250-3700  
United States of America  
Phone : +1 202 205 7760  
Fax : +1 202 720 3157  
E-mail : Stephen.Hawkins@fsis.usda.gov

**INTERNATIONAL  
ORGANIZATIONS/ORGANISATIONS  
INTERNATIONALES**

**ASEAN VEGETABLE OIL CLUB  
(AVOC)**

Mr. Frankie Wee Chin Hin  
Assistant Executive Secretary  
ASEAN Vegetable Oil Club (AVOC)  
C/O The Palm Oil Refiners Asso. Of Malaysia  
801C/802A Block B  
Kelana Jaya Business Centre  
97, Jalan SS 7/2  
47301 Kelana Jaya  
SELANGOR  
Tel. : +603 74920006  
Fax : +603 74920128  
E-mail : poram@poram.org.my

**CONSUMERS INTERNATIONAL (CI)**

Dr. Alice Escalante De Cruz  
Programme Officer  
Consumer International  
Regional Office for Asian & the Pacific  
5-1 Wisma WIM  
7 Jalan Abang Haji Openg  
Taman Tun Dr. Ismail  
60000 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Tel. : +603 7726 1599  
Fax : +603 7726 8599  
E-mail : alice@ciroap.org

Ms. Devapriya Kanesvaran  
Project Officer  
Consumer International  
Regional Office for Asian & the Pacific  
5-1 Wisma WIM  
7 Jalan Abang Haji Openg  
Taman Tun Dr. Ismail  
60000 Kuala Lumpur  
MALAYSIA  
Tel. : +603 7726 1599  
Fax : +603 7726 8599  
E-mail : [priya@ciroap.org](mailto:priya@ciroap.org)

Mr. Bejon Kumar Misra  
Vice Chairman  
Consumer Coordination Council (CCC)  
43-A Pocket IV  
Mayur Vihar Phase I  
Delhi 110 091  
INDIA  
Tel. : +91 11 2712678  
Fax : +91 11 2712678  
E-mail : [cccdel@del3.vsnl.net.in](mailto:cccdel@del3.vsnl.net.in),  
[consumeralert@eth.net](mailto:consumeralert@eth.net)

Dr. Sri Ram Khanna  
Managing Trustee  
Voluntary Organization in the Interest of  
Consumers Education (VOICE)  
F-71, Lajpat Nagar II  
New Delhi 110 024  
INDIA  
Tel. : +91 11 691 8969; 6315375  
Fax : +91 11 6319230  
E-mail : [cvoice@vsnl.net](mailto:cvoice@vsnl.net)

Mr. Maria Soosai Raj a/l Joseph Tamby Raj  
Honorary Secretary  
Selangor and Federal Territory Consumer  
Association  
33-A Section 52/18  
46200 Petaling Jaya, Selangor  
MALAYSIA  
Tel. : +603 795 65398  
Fax : +603 795 49968  
E-mail : [ppsdwp@po.jaring.my](mailto:ppsdwp@po.jaring.my)

Ms. Anuradha Chelliah  
Manager  
Consumer Research, Education and Protection  
ERA Consumer Malaysia  
No. 24, Jalan SS 1/22A  
47300 Petaling Jaya, Selangor  
MALAYSIA  
Tel. : +603 7877 4741  
Fax : +603 7873 0636  
E-mail : [eracons@tm.net.my](mailto:eracons@tm.net.my)

**INTERNATIONAL ASSOCIATION OF  
CONSUMER FOOD ORGANIZATIONS  
(IACFO)**

Ms. Natsuko Kumasawa  
Change Codex Citizen Committee  
Japan Offspring Fund  
2-5-2 Kojimachi  
Chiyoda  
Tokyo 102-0083  
JAPAN  
Tel. : +81 3 5276 0256  
Fax : +81 3 5276 0259  
E-mail : natsuko@japan.email.ne.jp

Ms. Satoko Endo  
Japan Offspring Fund  
2-5-2 Kojimachi  
Chiyoda  
Tokyo 102-0083  
JAPAN  
Tel. : +81 3 5276 0256  
Fax : +81 3 5276 0259  
E-mail : satoko.endo@japan.email.ne.jp

**INTERNATIONAL ALLIANCE FOR  
DIETARY / FOOD SUPPLEMENT  
ASSOCIATIONS (IADSA)**

Ms. Lai Chee  
International Alliance For Dietary / Food  
Supplement Associations (IADSA)  
50 Rue de l'Association  
1000 Brussels  
BELGIUM  
Tel. : + 32 2 218 1470  
Fax : + 32 2 219 7342  
E-mail : mairebradley@iadsa.be

**INTERNATIONAL COUNCIL OF  
GROCERY MANUFACTURERS  
ASSOCIATIONS (ICGMA)**

Ms. Mari Stull  
Executive Secretariat  
ICGMA  
1010 Wisconsin Avenue  
NW, Suite 900  
Washington DC 20007  
USA  
Tel. : +202 337 9400  
Fax : +202 337 4508  
E-mail : mstull@gmabrand.com

Ms. Cecilia Gaston  
Exponent  
Managing Scientist  
Food and Chemicals Practice  
1730 Rhode Island Avenue  
NW, Suite 1100  
Washington DC 20036  
USA  
Tel. : +202 293 5374  
Fax : +202 293 5377  
E-mail : cgaston@exponent.com

**INTERNATIONAL LIFE SCIENCES  
INSTITUTE (ILSI)**

Mr. Fumitake Fukutomi  
Executive Director  
ILSI Japan  
Kojimachi R.K Bldg.  
2-6-7, Kojimachi  
Chiyoda-ku, Tokyo 102-0083  
JAPAN  
Tel. : +81 3 5215 3535  
Fax : +81 3 5215 3537  
E-mail : ffukutomi@ilsijapan.org

Mr. Kazuo Sueki  
Scientific Advisor to ILSI Japan / Chairperson of  
ILSI  
Japan International Cooperation Committee  
Secretary-General  
Healthy Nippon 21 Council  
2-16-7, Ginza, Chuo-ku  
Tokyo 104-8210  
JAPAN  
Tel. : +81 3 3544 5641  
Fax : +81 3 3544 5642  
E-mail : info@kenko-nippon21forum.gr.jp

Ms. Atsuko Sakiyama  
Chairperson of ILSI Japan Codex Sub-Committee  
Vice President, Danisco Japan Ltd.  
Park West 9F  
6-12-1, Nishi-Shinjuku  
Shinjuku-ku, Tokyo 160-0023  
JAPAN  
Tel. : +81 3 5381 3920  
Fax : +81 3 5381 3951  
E-mail : atsuko.sakiyama@danisco.com

Ms. Boon Yee Yeong  
Executive Director  
ILSI Southeast Asia Region  
1 Newton Road, Goldhill Plaza  
Podium Block #03-45  
Singapore 308899  
SINGAPORE  
Tel. : +656 352 5220  
Fax : +656 352 5536  
E-mail : [boonyee@ilsisea.org.sg](mailto:boonyee@ilsisea.org.sg)

Mr. Sumitro Wijaya  
Akzo Nobel Chemicals Pte Ltd  
Chelates and Sulfur Products  
510 Thomson Road  
#17-00 SLF Building  
SINGAPORE 298135  
Tel. : +65 6354 6487  
Fax : +65 6358 0659  
E-mail : [sumitro.wijaya@akzonobel.com](mailto:sumitro.wijaya@akzonobel.com)

**FOOD AND AGRICULTURE  
ORGANIZATION OF THE UNITED  
NATIONS (FAO)**

Mr. Ezzeddine Boutrif  
Senior Officer  
Food Quality and Standards Service  
Viale delle terme di Caracalla  
00100 Rome  
ITALY  
Tel: +39.06.5705.6156  
Fax: +39.06.5705.4593  
e-mail: [ezzeddine.boutrif@fao.org](mailto:ezzeddine.boutrif@fao.org)

Ms. Londa VanderWal  
Food Quality and Standards Service  
Viale delle terme di Caracalla  
00100 Rome  
ITALY  
Tel: +39.06.5705.5636  
Fax: +39.06.5705.4593  
e-mail: [Londa.Vanderwal@fao.org](mailto:Londa.Vanderwal@fao.org)

Dr. Biplab K. Nandi  
Senior Food and Nutrition Officer  
Food and Agriculture Organization of the United Nations  
39 Phra Atit Road  
Bangkok 10200  
THAILAND  
Tel. : (662) 6974000 / 6974143  
Fax : (662) 6974445 / 6974405  
E-mail : [Biplab.Nandi@fao.org](mailto:Biplab.Nandi@fao.org)

**WORLD HEALTH ORGANIZATION  
(WHO)**

Dr. Yasuhisa Nakamura  
Scientist  
Food Safety Programme  
World Health Organization  
20 Avenue Appia  
CH-1211 Geneva 27  
SWITZERLAND  
Tel. : +41 22 791 4324  
Fax : +41 22 791 4807  
E-mail : [Nakamura@who.int](mailto:Nakamura@who.int)

Mr. Deon Mahoney  
Technical Officer  
World Health Organization  
P.O Box 52  
Hanoi  
Viet Nam  
Tel. : +84 4 943 3734  
Fax : +84 4 943 3740  
E-mail : [mahoneyd@vtn.wpro.who.int](mailto:mahoneyd@vtn.wpro.who.int)

**JOINT FAO/WHO SECRETARIAT**

Dr. Alan W. Randell  
Secretary  
Codex Alimentarius Commission  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Viale delle terme di Caracalla  
00100 Rome  
ITALY  
Tel: +39.06.5705.4390  
Fax: +39.06.5705.4593  
e-mail: [alan.randell@fao.org](mailto:alan.randell@fao.org)

Mr. Yoshihide Endo  
Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Viale delle terme di Caracalla  
00100 Rome  
ITALY  
Tel: +39.06.5705.4796  
Fax: +39.06.5705.4593  
e-mail: [yoshihide.endo@fao.org](mailto:yoshihide.endo@fao.org)

Dr. Seoung Yong Lee  
Associate Professional Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Viale delle terme di Caracalla  
00100 Rome  
ITALY  
Tel: +39.06.5705.6234  
Fax: +39.06.5705.4594  
e-mail: [seoungyong.lee@fao.org](mailto:seoungyong.lee@fao.org)

## ANNEXE II

## PROJET DE NORME POUR LES NOUILLES INSTANTANÉES

(Avancé à l'étape 5 de la procédure du Codex)

**1. CHAMP D'APPLICATION**

La norme est applicable à différents types de nouilles. Les nouilles instantanées peuvent être emballées avec un assaisonnement ou se présenter sous forme de nouilles assaisonnées, et être accompagnées ou non d'une garniture emballée dans un paquet séparé ou aspergée sur les nouilles, et sont prêtes à être consommées après réhydratation. [La présente norme ne s'applique pas aux pâtes italiennes.]

**2. DESCRIPTION**

Les nouilles instantanées sont un produit composé essentiellement de farine de blé et/ou de farine de riz et/ou d'autres farines et/ou d'amidons, avec ou sans adjonction d'autres ingrédients. Elles peuvent être traitées par des agents alcalins. Elles se caractérisent par l'utilisation d'un procédé de prégélatinisation et par une déshydratation, soit par friture, soit par d'autres méthodes. Le produit doit être présenté sous la forme:

Soit de nouilles frites,  
Soit de nouilles non frites.

**3. FACTEURS ESSENTIELS DE COMPOSITION ET DE QUALITÉ****3.1. COMPOSITION****3.1.1 Ingrédients essentiels**

Farine de blé et/ou farine de riz et/ou autres farines et/ou amidons.  
Eau

**3.1.2 Ingrédients facultatifs**

Les ingrédients facultatifs sont des ingrédients d'usage courant.

**3.2. CRITERES DE QUALITE****3.2.1. Caractères organoleptiques**

Produit acceptable quant à l'apparence, la texture, l'arôme, le goût et la couleur.

**3.2.2. Matières étrangères**

Le produit doit être exempt de matières étrangères.

**3.2.3. Exigences analytiques applicables aux portions de nouilles (à l'exclusion de l'assaisonnement)**

- a) *Teneur en eau:*  
Maximum 10 pour cent des nouilles frites  
Maximum 14.0 pour cent des nouilles non frites
- b) *Acidité:*  
Maximum 2,0 mg KOH/g d'huile (nouilles frites uniquement)
- c) *[Teneur en peroxydes:*  
Maximum 30 meq/kg d'huile]

**4. ADDITIFS ALIMENTAIRES**

L'utilisation et le transfert d'additifs alimentaires sont conformes aux teneurs maximales admises par la Norme générale pour les additifs alimentaires, CODEX STAN 192-1995 (Rev.2 - 1999).

## **5. CONTAMINANTS**

Les produits visés par cette norme sont conformes aux limites maximales fixées par le Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants.

## **6. ÉTAT DES RÉCIPIENTS OU DE L'EMBALLAGE**

Les nouilles instantanées sont emballées dans des récipients qui préservent les qualités hygiéniques, nutritionnelles, technologiques et organoleptiques du produit.

Les récipients, y compris les matériaux d'emballage, sont composés de substances sans danger et adaptées à l'usage auquel elles sont destinées. Ils ne doivent transmettre aucune substance toxique ni aucune odeur ou goût indésirable au produit.

## **7. HYGIENE ALIMENTAIRE**

7.1. Il est recommandé de préparer et de manipuler les produits visés par la présente norme conformément aux sections appropriées du Code international d'usages recommandé - Principes généraux d'hygiène alimentaire (CAC/RCP 1-1969, Rev.3 - 1997) et d'autres textes pertinents du Codex tels que les codes d'usages en matière d'hygiène et autres codes d'usages.

7.2. Les produits doivent être conformes aux critères microbiologiques fixés conformément aux Principes régissant l'établissement et l'application de critères microbiologiques pour les aliments (CAC/GL 21-1997).

## **8. ÉTIQUETAGE**

Le produit visé par la présente norme doit être étiqueté conformément à la Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CODEX STAN 1-1985, Rev. 2-1999, Codex alimentarius vol. 1A).

### **8.1. NOM DU PRODUIT**

Le nom du produit est "Nouilles instantanées" ou, au choix, "Nouilles frites" ou "Nouilles non frites", conformément aux sous-sections 2.1 et 2.2. D'autres noms peuvent être utilisés à condition d'être admis par la législation nationale.

### **8.2. MENTION "HALAL" SUR L'ÉTIQUETTE**

L'utilisation de la mention "Halal" pour les nouilles instantanées doit être conforme à la section appropriée des directives générales du Codex pour l'utilisation du terme "Halal" (CAC/GL 24-1997)

## **9. MÉTHODES D'ANALYSE ET D'ÉCHANTILLONNAGE**

### **9.1. ÉCHANTILLONNAGE**

L'échantillonnage doit être conforme aux Plans d'échantillonnage du Codex Alimentarius FAO/OMS pour les denrées alimentaires préemballées (AQL-6.5) (Réf.CAC/RM 42-1969).

### **9.2. DÉTERMINATION DE LA TENEUR EN EAU**

Utiliser une méthode admise par le Codex.

### **9.3. EXTRACTION DE L'HUILE DES NOUILLES INSTANTANÉES**

Utiliser une méthode admise par le Codex.

### **9.4. DÉTERMINATION DE L'ACIDITÉ**

Utiliser une méthode admise par le Codex.

### **[9.5 DOSAGE DES PEROXYDES]**

Utiliser une méthode admise par le Codex.